REVOLUTION PERMANENTE

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850

2018

8 mars, 1er mai, résurgence du protectionnisme, persécution des migrants

Iran, Palestine, Brésil, États-Unis

fondation de l'IKC/Espagne, réfutation du programme de QS/Canada, le GLC/France et la Palestine, correspondance avec la TML/Brésil et la FT-VP/Brésil

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 3 € - 5 $

CoReP, PD/ TURQUIE

La classe ouvrière relève la tête en Iran

12 janvier

Du 28 décembre au 5 janvier, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont, malgré des risques importants, défilé dans de nombreuses villes d'Iran. Ouvriers, employés, chômeurs, paysans et étudiants ont réclamé l'amélioration de leur situation économique et ont défié le régime despotique de la bourgeoisie islamiste.

Le régime est issu de la contre-révolution de 1979-1981

En 1978, une révolution prolétarienne commence en Iran. Elle jette à bas le régime despotique du chah Mohammad Reza Pahlavi qui est un pilier de l'ordre américain dans le monde. Des émeutes ont lieu à partir de février 1978 dans les grandes villes. Le chah les réprime violemment avec l'aide de l'armée dont la base est constituée de conscrits. Le 10 octobre 1978, la raffinerie d'Abadan est en grève. La dynastie s'effondre quand la classe ouvrière déclenche une grève générale en novembre 1978, quand les Kurdes s'insurgent le 1er février 1979, quand des régiments passent du côté du peuple à Téhéran le 9 février 1979. Des organisations de guérilla (PDKI, Komala, Fedayins, Modjahedines…) distribuent les armes au Kurdistan comme dans la capitale et affrontent les troupes fidèles à la monarchie.

Pendant quelques semaines, la liberté d'expression s'impose et des conseils ouvriers (shoras) surgissent dans les grandes entreprises. Mais la classe ouvrière est minoritaire socialement et il n'y a pas de parti ouvrier révolutionnaire intervenant dans les shoras et les développant. Dans la décennie précédente, les courants centristes qui avaient rompu avec le parti réformiste Toudeh, en s'orientant vers la guérilla, ont aussi tourné le dos à la classe ouvrière. En 1978, Fedayin, Peykar et Komala sont, sans le savoir, plus proches du Parti socialiste-révolutionnaire de 1917 que du Parti bolchevik.

Pour faire barrage à la révolution, la bourgeoisie locale avec l'appui de l'impérialisme français, joue alors la carte d'un chef religieux, l'ayatollah Rouhollah Moussavi Khomeiny, qui rentre de France le 1er février 1979 par avion spécial affrété par le gouvernement français. En effet, c'est la seule force conséquente organisée pour le compte de la bourgeoisie qui reste debout après que le mouvement des masses a chassé le Chah et alors que le premier ministre Bakhtiar, nommé en catastrophe, semble trop faible pour contenir la révolution. Le clergé musulman chiite s'est toujours opposé à la modernisation du pays. La réaction islamiste avait joué un rôle de force d'appoint dans le coup d'État militaire de 1953 qui avait renversé le nationaliste bourgeois Mossadegh et restauré la monarchie.

La monarchie réprime violemment la classe ouvrière, les étudiants, les minorités nationales avec le soutien de l'État américain. Khomeiny et d'autres dignitaires religieux chiites s'opposent à la « révolution » blanche du Chah parce que celui-ci entame une réforme agraire, privilégié l'industrie et la banque au détri-

ment du commerce et de l'usure, avance vers l'égalité juridique des femmes, vante la continuité historique en remontant à l'antiquité (avant l'islamisation de la Perse).

Dès 1978, l'organisation de guérilla cléricale Modjahedines se prosterne devant les ayatollahs. La majorité du mouvement ouvrier, au nom de la « révolution par étapes » et du « front uni anti-impérialiste », subordonne les exploités et les opprimés à une aile de la bourgeoisie nationale. Le parti lié à la bureaucratie de l'URSS (Toudeh), les organisations castristes ou maoïstes (Fedayin, Peykar), un groupe pseudo-trotskyste (HKE) présentent Khomeiny comme « progressiste » et « anti-impérialiste ».

En fait, Khomeiny va prendre la tête de l'État bourgeois et sauver le capitalisme iranien. Les ayatollahs rassemblent le clergé chiite, la bourgeoisie commerçante, l'armée de la monarchie, les grands propriétaires terriens, le lumpen des bidonvilles, des paysans et une minorité d'étudiants contre la révolution sociale. Leurs nervis fascistes (les hezbollahi) agressent les organisations qui se réclament du socialisme, désarment les masses, ferment les universités pendant deux ans, écrasent une par une les forces sociales révolutionnaire : femmes résistant à l'obligation de porter le voile, étudiants opposants du chah, prolétariat minoritaire dans le pays et laissé sans direction, minorités nationales en révolte (Kurdes, Arabes, Turkmènes…). Le « parti de dieu » interdit et détruit les organisations du mouvement ouvrier une à une. À aucun moment, un front unique ouvrier ne s'oppose à l'islamo-fascisme.

En mars 1979, le Parti de la république islamique organise un référendum (sans secret de vote) pour la « république islamique » où il obtient 99,7 % de suffrages favorables (les Modjahedines et le Toudeh votent « oui »). En avril, Khomeiny célèbre l'armée ; en juin, il proclame l'amnistie en faveur des militaires et des policiers ;e n juillet, il interdit de porter plainte contre eux ; en août, il instaure la censure (avec l'approbation du Toudeh). Pour se donner une apparence anti-impérialiste, Khomeiny fait occuper le 4 novembre 1979 pendant 444 jours l'ambassade des États-Unis par les « étudiants islamistes ». Cette opération est une diversion, purement symbolique, contrairement à la guerre révolutionnaire du Vietnam et même aux mesures réelles qu'avaient prises Nasser ou Mossadegh. Pourtant, des imbéciles de toutes sortes applaudissent le clergé iranien au moment même où il mène la contre-révolution : le philosophe français Foucault, le chef de l'OLP Arafat, les partis staliniens du monde entier, des révisionnistes du trotskysme (en particulier le SWP américain et le WRP britannique).

Téhéran, mars 1979, manifestation de femmes contre l'obligation de porter le voile ; la revue de la « 4e Internationale » pabliste valorise politique de Khomeiny en décembre 1979

Khomeiny se méfie de l'armée héritée du chah. Il crée en mai 1979 les pasdarans (« gardiens de la révolution », sic) et en novembre 1979 les bassidjis (« mobilisés »). Au sein de la coalition islamiste, les ayatollahs, qui disposent d'une grande popularité et de bandes armées fanatisées, l'emportent sur leurs rivaux civils. Bazargan est éliminé en novembre 1979, Banisadr est chassé en juin 1981 malgré l'appui que lui apportent le MEK (Modjahedines).

Les 2 et 3 décembre 1979, un référendum avalise la constitution façonnée par les ayatollahs (98 % des suffrages). Les barbus à turbans prétendent fonder l'État sur leur dieu. Comme ce dieu lui-même ne s'exprime guère, les sommets religieux prédominent sur les vulgaires citoyens.

- L'institution principale est le « guide ». Il est désigné par une « assemblée d'experts » composée de 86 chefs religieux.
- Le « conseil des gardiens » vérifie la conformité des lois à la religion islamique et il trie les candidatures aux élections législatives et à l'élection présidentielle. Les 12 gardiens sont choisis par le guide.
- Le « président » est chargé de gouverner sous l'autorité du guide. Il est élu au suffrage universel pour 4 ans.
- Une « assemblée consultative islamique » est le parlement (Majlis) qui vote le budget et les autres lois sous le contrôle du conseil des gardiens. Elle est composée de 5 représentants de minorités confessionnelles admises et de 285 députés élus au suffrage universel.

L'agression militaire de l'Irak en septembre 1980, encouragée par les puissances impérialistes occidentales, consolide le régime clérical et contre-révolutionnaire qui se pose en défenseur de la patrie. L'Iran se procure des armes auprès de l'URSS, de la Corée du Nord, de la Chine et, en le cachant à sa population, des États-Unis (le « grand Satan » dans la rhétorique d'alors des islamistes) ainsi que d'Israël (la « mère de Satan »).

Le régime totalitaire assassine de 1981 à 1985 au moins 8 000 opposants. En juillet 1988, quand il signe l'armistice avec l'Irak, il exécute en quatre semaines 2 800 prisonniers, essentiellement des militants du mouvement ouvrier (HKS, Komala, Fedayin, Peykar, Toudeh…).

Aujourd'hui, des courants qui se réclament du trotskysme (LOI d'Argentine, CWG de Nouvelle-Zélande, SWP de Grande-Bretagne, RKOB d'Autriche, IS d'Argentine…) croient toujours que les islamistes sont anti-impérialistes, voire des révolutionnaires. Le bilan de la

contre-révolution islamique en Iran est que, dans les pays dominés, des chefs religieux sont capables de mobiliser le lumpen fanatisé pour écraser physiquement le prolétariat et les minorités nationales.

En ce sens, l'islamisme rend le plus grand service au système impérialiste mondial. L'évolution ultérieure de la république islamique confirme la théorie de la révolution permanente formulée à partir de l'expérience des révolution russe et chinoise : à l'époque impérialiste, aucune fraction de la bourgeoisie des pays dominés n'est capable de combattre effectivement les puissances impérialistes.

Les contradictions de la dictature de la bourgeoisie islamiste s'aggravent

L'islamo-fascisme use en 1978-1981 d'un langage anti-impérialiste et même égalitariste. Mais les classes subalternes qui ont suivi le clergé sont flouées et le pays demeure soumis au capitalisme mondial.

En 1979, la bourgeoisie nationale s'est maintenue. Les entreprises de la famille du Chah et des capitalistes qui avaient fui avec lui ont été nationalisées. De nouveaux acteurs capitalistes sont apparus, en particulier les fondations religieuses à la comptabilité opaque, subventionnées par l'État et échappant à tout impôt. Les institutions religieuses (dont celle du Guide suprême et celles des pasdarans) sont de véritables groupes capitalistes qui produisent et vendent des armements, de l'énergie, des télécommunications, la chimie, l'agriculture. Par conséquent, les inégalités de revenu et de patrimoine s'accentuent.

Grâce à la rente pétrolière, l'État bourgeois finance un appareil pléthorique offrant des emplois (fonctionnaires, pasdarans, bassidjis) à une partie des déclassés urbains et des paysans ruinés. Il subventionne le carburant et des produits alimentaires de base.

La pression maintenue des États-Unis malgré l'accord de 2015, la faiblesse persistante de l'industrie et de l'agriculture, la baisse du prix du pétrole et du gaz naturel en 2014 confrontent le régime à des difficultés économiques, politiques et idéologiques. Les salariés sont victimes des privatisations, de la sous-traitance, de la précarisation de l'emploi et de l'interdiction des syndicats et des grèves. Des petits paysans sont ruinés de la concentration des terres et de la crise de l'environnement. Des petits commerçants sont concurrencés par les nouveaux centres commerciaux. La jeunesse des deux sexes est plus instruite que dans d'autres pays de la région mais elle aspire d'autant plus à l'emploi, à la liberté d'expression et à la fin de l'apartheid sexuel. Les femmes rejettent de plus en plus l'humiliation instituée et la police des moeurs. Les classes exploitées et semi-exploitées subissent un chômage massif, une inflation importante, la hausse des loyers…

L'État iranien fait des concessions sur son programme nucléaire en 2015. En échange, il attend que les puissances impérialistes cosignataires de l'accord (États-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne, Russie équipés d'un arsenal de destruction massive + Allemagne) lèvent les sanctions économiques (de telles sanctions ne pèsent pas sur Israël ou le Pakistan, deux alliés des États-Unis qui se sont dotés de l'arme nucléaire). Le gouvernement espère que leurs groupes capitalistes investiront en Iran, mais ceux-ci se heurtent aux pesanteurs administratives et à l'incertitude qu'entretient le gouvernement américain.

Les interventions dans la région (Liban, Irak, Syrie, Yémen…) sont sous le contrôle du guide et du corps des gardiens de la « révolution » (pasdarans). Les succès diplomatiques et militaires sont spectaculaires et flattent le sentiment national mais ils sont très coûteux pour un pays qui reste à bien des égards sous-développé. Un autre revers est que la prétention initiale du régime théocratique à prendre la tête de tous les musulmans du monde s'est réduite à celle de défendre les chiites, très minoritaires dans l'islam.

Les sommets de l'État et la bourgeoisie iranienne se déchirent sur la politique internationale comme sur la politique intérieure. Ce fractionnement a causé la disparition du parti unique (le Parti de la « révolution » islamique) en 1987. Il est apparu au grand jour dès la mort de Khomeiny en 1989.

- Les « conservateurs » autour du guide suprême (Ali Khamenei, 78 ans, désigné pour succéder à Khomeiny en 1989) refusent les concessions démocratiques parce qu'ils craignent que les masses s'y engouffrent pour renverser la république islamique.
- Les « réformateurs » autour du président (Hassan Rohani, 69 ans, élu en 2013, réélu en 2017) tentent de négocier avec les bourgeoisies impérialistes pour que leur investissement relance l'économie nationale et ainsi évite la mise en cause de la république islamique.

L'été 2009, les « réformateurs » lancent une vague de protestation massives (dite mouvement vert) après la réélection du président « conservateur » Ahmadinejad. De nombreux jeunes et femmes participent aux manifestations dans les grandes villes. Bien que violemment réprimées (plus de 150 morts), elles inaugurent un cycle de soulèvements populaires dans la région contre les régimes faussement anti-impérialistes et réellement despotiques (Tunisie fin 2010, Égypte début 2011, Syrie au printemps 2011, etc.).

Pourtant, il ne faut pas surestimer l'homogénéité interne de chacun des pôles ni les différences entre eux : toutes sont nées de la contre-révolution de 1979-1981. Les deux cliques sont capitalistes ; les deux veulent défendre le capitalisme iranien contre les menaces étrangères ; les deux défendent la « théocratie » (le despotisme clérical) ; les deux sont d'accord pour opprimer et réprimer les prolétaires, les étudiants, les femmes, les Kurdes ; les deux s'entendent sur les privatisations et les restrictions des dépenses sociales.

Le budget de l'État pour 2018 déclenche la protestation populaire

Si tous les médias sont aux mains du régime, la division de la bourgeoisie islamiste et les attaques réciproques

permettent à la population de savoir que toutes les fractions s'enrichissent et sont corrompues alors que la paupérisation s'aggrave pour les travailleuses et les travailleurs.

Ce mouvement national spontané a été préparé par des mois de discussions des inégalités croissantes sur les réseaux sociaux, par des protestations éparses de paysans contre les conséquences de la sécheresse, par des dizaines de grèves et de manifestations de salariés contre les retards de paiement et les licenciements, par la fronde d'une partie des femmes et des jeunes contre le carcan des bigots.

La division de la bourgeoisie islamiste et l'affaiblissement de son emprise sur les travailleurs indépendants, les cadres, les fonctionnaires et les déclassés permettent aux manifestants de fin 2017-début 2018 d'oser descendre dans la rue collectivement et de s'en prendre au régime tout entier.

- En décembre 2017, en présentant le projet de budget 2018, Rohani dévoile les montants des subventions pharamineuses versées aux fondations religieuses. Les « réformateurs » tentent de détourner le mécontentement populaire car ce budget supprime des subventions aux aliments de base (œufs en particulier) et à l'essence, diminue de moitié les prestations sociales versées aux pauvres.
- En riposte, les multiples sociétés de production et sites liés aux pasdarans attaquent l'austérité du gouvernement. Le 28 décembre, l'ayatollah « conservateur » Alomolhoda suscite à Machhad, la deuxième ville d'Iran, une manifestation de 200 femmes en tchador contre la cherté de la vie et contre le président Rohani.

Rapidement, à Machhad, la foule des travailleurs, des chômeurs et des jeunes déborde le cortège initial et lance des slogans contre le régime, le guide suprême et l'aide à l'étranger. Il en est de même à Racht. Les manifestations, les jours suivants, s'étendent à tout le pays et touchent plus de 80 villes.

La nouveauté des manifestations de l'hiver 2017-2018 est que :

- Elles échappent à toutes les fractions du régime ;
- Elles concernent aussi les petites villes (qui votent en général pour les candidats « conservateurs ») ;
- Elles sont plus populaires (aux côtés des étudiants, dominance d'ouvriers, d'employés, de chômeurs, de paysans appauvris…) ;
- Les revendications ne sont pas seulement politiques mais sociales.

Selon le site britannique Hopi, les slogans favorables à la restauration monarchique, facilités par la destruction du mouvement ouvrier, sont rares et souvent contrés par d'autres mots d'ordre qui récusent la monarchie comme la théocratie (Yassamine Mather, *Protests by impoverished, hungry Iranians*, 2 janvier 2018). Par contre, il semble que le mécontentement se dirige souvent contre les dépenses à l'étranger, en particulier en Palestine (la bande de Gaza contrôlée par le parti islamiste sunnite Hamas), au Liban (le parti islamiste chiite Hezbollah et ses activités sociales et militaires) et en Syrie (opérations militaires des pasdarans, du Hezbollah libanais, de milices chiites qui ont sauvé le régime d'Assad).

Le président Trump a interdit aux Iraniens de se rendre aux États-Unis. Les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite sont en rivalité en Asie de l'ouest avec la Russie, la Turquie et l'Iran. Ils ont multiplié ces derniers mois les menaces contre l'Iran. Le soutien affiché de Trump et de Netanyahou aux manifestations les affaiblissent (la masse des Iraniens sait que l'impérialisme est apte à détruire des États au détriment de la population) et renforce le régime (toutes ses composantes et les medias ont dénoncé l'immixtion étrangère). Les gouvernements européens, qui veulent profiter de l'ouverture du capitalisme iranien à leurs capitaux, sont plus prudents. La Russie et la Chine soutiennent le régime.

Le gouvernement censure les réseaux sociaux. La répression repose essentiellement sur la police dirigée par le gouvernement (et moins qu'en 2009 sur les pasdarans et les bassidjis qui sont aux ordres du guide). Elle cause 22 morts, 3 700 arrestations. La répression menée par les « réformateurs » est complétée par les contre-manifestations massives organisées par les « conservateurs ». Les dernières protestations se déroulent dans la nuit du 4 au 5 janvier.

Le chef des gardiens (pasdarans), le général Jafari annonce la « fin de la sédition ». Le président Rohani dit à la bourgeoisie nationale (islamiste ou non) et mondiale qu'il a su réprimer et rétablir l'ordre. Aux masses, il promet qu'il tiendra compte de leurs préoccupations. Mais il ne peut pas satisfaire les aspirations économiques et politiques des masses exploitées, en formation ou écartées de la production.

Pour le renversement de la république islamique, pour un gouvernement ouvrier et paysan

Pour que la prochaine vague soit victorieuse, arrache les revendications et en finisse avec le régime islamiste, il faut non seulement renvoyer dos-à-dos les deux fractions du régime, mais écarter les agences des puissances impérialistes occidentales comme les monarchistes et les islamistes rivaux (Modjahedines). La liquidation de la bourgeoisie islamiste par la révolution socialiste porterait un coup aux bourgeoisies voisines, au sionisme, à toute la réaction islamiste, à l'impérialisme mondial.

Le mouvement ouvrier est faible, mais il est actif en exil, dans les entreprises et les universités. Il peut prendre la tête de la lutte des opprimés et des exploités s'il tire les leçons des trahisons et des erreurs commises

lors de la révolution de 1978 du Toudeh et des Fedayins (dont une fraction a ensuite rejoint le Tudeh) : il ne faut faire confiance à aucune aile de la bourgeoisie iranienne. À notre connaissance, seuls le Parti socialiste des travailleurs HKS, l'organisation de guérilla kurde Komala et les Fedayin (minorité) ont compris, par l'expérience, que l'islamisme était contre-révolutionnaire.

Mais il faut aussi tirer les leçons des erreurs commises en exil par le HKI et le HKKI (nés tous deux de Komala) : il ne faut faire confiance à aucune bourgeoisie impérialiste (de l'ouest comme de l'est). Le Parti communiste d'Iran (HKI) et le Parti communiste-ouvrier d'Iran (HKKI) substituent à l'internationalisme prolétarien l'appel à des bourgeoisies (y compris impérialistes) pour qu'elles fassent pression sur le régime islamiste.

Ainsi, le HKI et le HKKI demandent que l'OIT expulse la république islamique. Or, l'OIT n'est pas une organisation syndicale, mais une organisation internationale bourgeoise, une institution de l'ONU qui rassemble les gouvernements, les patrons et les bureaucrates syndicaux de tous les pays.

De même, le HKKI appelle *« le peuple du monde »* (?) pour qu'il *« fasse pression sur les gouvernements européens pour qu'ils cessent de faire des concessions à la République islamique, rompent les relations diplomatiques »* (*Au peuple du monde*, 31 décembre 2017).

Or, l'Iran reste un pays dominé. Faire confiance à une bourgeoisie dominante est encore plus dangereux que se fier à la bourgeoisie d'un pays dominé. Le prolétariat iranien n'a rien à gagner à des sanctions (diplomatiques, économiques ou militaires) impérialistes contre la « république islamique ». Cela conforte le régime.

L'allié du prolétariat d'Iran est le prolétariat international. Le mouvement ouvrier d'Iran doit s'adresser aux autres organisations ouvrières du monde pour :

- solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Iran, libération de tous les prisonniers !
- libertés démocratiques, droit pour les travailleuses et travailleurs de tout l'Iran de s'organiser en syndicat et parti, droit de publier, de se réunir, droit de faire grève, droit de manifester !
- levée de toutes les sanctions européennes et américaines contre l'Iran ! Droit pour l'Iran de développer un programme nucléaire !
- liberté de circulation pour les travailleurs et les étudiants d'Iran !

Pour l'Iran, le HKKI n'ouvre jamais une perspective de révolution socialiste, d'État ouvrier, de gouvernement ouvrier et paysan. Il ne se prononce pas sur ce qui doit succéder à la « république islamique » bourgeoise, alors qu'il est clair que ce sont le prolétariat et les classes semi-exploitées qui le renverseront au prix de leur sang.

La seule façon de profiter de l'expérience de la lutte des classes en Iran et dans le monde est de constituer au plus tôt une organisation communiste et internationaliste afin de rassembler l'avant-garde en exil et à l'intérieur du pays. Le but de cette organisation de débat et de combat sera de lutter avec les masses pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, en lien avec la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le programme de la Ligue des communistes, de la Gauche de Zimmerwald, de l'Internationale communiste, de la 4e Internationale.

- libération de tous les manifestants et syndicalistes emprisonnés !
- libertés démocratiques, république laïque établie par une assemblée constituante démocratique !
- séparation complète du clergé et de l'État, aucun financement public des institutions religieuses !
- égalité totale des femmes et des hommes, fin de la persécution des homosexuels et homosexuelles !
- droit des minorités nationales à l'auto-détermination !
- paiement des salaires en retard, augmentation des salaires, indexation des salaires sur les prix !
- pas de religion à l'école, enseignement public généralisé, gratuit et laïc !
- santé gratuite et de qualité pour tous !
- défense des manifestations et des grèves, dissolution des pasdarans, des bassidjis, de l'armée, de la police !
- indemnités pour tous les chômeurs, embauche massives grâce à un plan de grands travaux !
- expropriation sous contrôle ouvrier et paysan des grandes exploitations agricoles et des groupes capitalistes, y compris ceux camouflés en organismes de charité !
- conseils ouvriers et populaires, gouvernement des travailleurs basés sur les shoras !
- fédération socialiste de l'Asie occidentale et centrale !

12 janvier 2018
Collectif révolution permanente/Allemagne, Autriche, Canada, France
Patronsuz Dünya/Turquie

CoReP, IKC/Espagne, PD/Turquie, TML/Brésil

Femmes travailleuses de tous les pays, debout contre l'oppression et l'exploitation !

8 mars

Depuis que la société humaine est divisée en classes sociales, elle est aussi patriarcale : les hommes mûrs dominent les femmes et les jeunes. Depuis que le capitalisme est apparu, les femmes travailleuses sont, globalement, davantage exploitées que les hommes. En outre, même là où elles ont conquis l'égalité juridique, les femmes des classes exploitées fournissent toujours l'essentiel du travail domestique et familial non-payé.

Partout, les « crimes d'honneur », le harcèlement sexuel et le viol ont pour cible principale les femmes. La moitié des femmes assassinées dans le monde le sont par un proche. La décomposition mafieuse (comme au Mexique) et les guerres réactionnaires (comme en Syrie, en Irak, au Soudan, en Afghanistan…) les éprouvent particulièrement. Les victimes de la prostitution forcée sont à 80 % des femmes (entre 400 000 et 1,6 million de filles et de femmes chaque année). Des filles sont mariées contre leur gré ou subissent des mutilations sexuelles (entre 100 et 140 millions de femmes dans le monde ont été victimes d'excision ou d'infibulation).

L'attaque systématique contre les services publics menée par tous les gouvernements depuis les crises capitalistes mondiales de 1973 et de 2009 les affecte directement. La montée du cléricalisme sous toutes ses formes (chrétien, musulman, hindou, bouddhiste…) renforce l'oppression. Certains pays connaissent des régressions : Erdoğan décourage la contraception et l'avortement en Turquie, Trump défavorise l'avortement dans le monde entier, Poutine dépénalise la violence des maris en Russie…

Les femmes ont toujours été une composante du salariat malgré l'hostilité de tous les clergés. Dans les pays avancés, elles représentent plus de la moitié des travailleurs salariés. Mais leur répartition reste inégale suivant les branches et les métiers. Elles restent plus mal payées que les hommes et sont particulièrement victimes de la précarité, du temps partiel et du chômage. Elles supportent l'essentiel des tâches domestiques au sein de leur famille.

De même que la lutte contre l'oppression nationale ne peut être laissée aux nationalismes bourgeois et petits bourgeois, la lutte contre l'oppression de genre ne peut être laissée au féminisme bourgeois et petit-bourgeois qui soit oppose de manière réactionnaire les femmes aux hommes, soit se borne à exiger plus de postes de dirigeantes politiques ou de manageuses d'entreprise capitalistes. Ainsi, la campagne #metoo avait pour point de départ la dénonciation légitime des viols d'actrices par un producteur de cinéma. Certains l'utilisent pour ranimer une morale conservatrice qui assimile toute proposition sexuelle hors mariage à de la violence. L'autre détournement consiste à présenter une poignée de capitalistes qui abusent de leur richesse et de leur pouvoir comme représentatifs de tous les hommes.

Le 8 mars résulte d'un appel de l'Internationale ouvrière (1889-1914) et en particulier de l'activité de Clara Zetkin, marxiste, révolutionnaire, internationaliste. La révolution russe (1917) a donné le droit de vote aux femmes, légalisé l'avortement, assuré l'éducation des filles, facilité l'extension du droit de vote ailleurs (en Grande-Bretagne, en Allemagne…). La révolution espagnole (1936) a fait plus pour l'émancipation des femmes que tous les partis républicains antérieurement. Inversement, les contre-révolutions (fascisme en Italie, stalinisme en URSS, nazisme en Allemagne, théocratie en Iran…) ont signifié l'humiliation des femmes et un bond en arrière.

Aujourd'hui, partout, les femmes travailleuses se lèvent : elles sont au premier rang des luttes contre l'oppression dont elles sont victimes (comme les manifestantes iraniennes, polonaises, américaines…), elles participent à la lutte contre l'oppression nationale et la xénophobie (comme les combattantes kurdes, les militantes immigrées, celles qui soutiennent les migrants…) et à la lutte contre l'exploitation (comme les militantes syndicales de base du Bangladesh et de tous les pays).

Le capitalisme est incapable d'assurer l'égalité réelle entre les sexes car la bourgeoisie utilise le patriarcat pour diviser les opprimés et bénéficier indirectement du travail domestique gratuit des femmes.

La lutte pour l'émancipation des femmes doit être l'affaire du mouvement ouvrier. Les organisations syndicales et les partis issus des travailleuses et des travailleurs ont la responsabilité de combattre le machisme en leur sein et dans la société et de prendre la tête de la lutte des femmes pour leur émancipation. Seule la construction du socialisme mondial permettra d'extirper définitivement le machisme.

Égalité juridique totale entre hommes et femmes ! Séparation des religions et de l'État ! Enseignement mixte et laïque !

Égalité de salaire ! Création massive de structures gratuites et de qualité pour l'accueil et l'éducation des enfants en bas âge !

Contraception libre et gratuite ! Droit et gratuité totale de l'avortement, y compris pour les mineures !

8 mars 2018, CoReP, IKC, PD, TML

CoReP, FT-VP/Brésil, PD/Turquie, TML/Brésil
Halte au massacre des Palestiniens !
14 avril 2018

Fusillade délibérée de civils

L'État américain a toujours soutenu l'État colonial sioniste, comme il a toujours misé sur la monarchie absolue, cléricale et antisémite d'Arabie saoudite. Avec le renforcement de l'Iran et de l'impérialisme russe en Syrie, avec un certain éloignement de la Turquie, Trump, encadré par des généraux et des chefs tortionnaires de la CIA, a infléchi la politique de l'impérialisme américain. Il revient sur l'accord négocié sur le nucléaire iranien, au détriment des peuples d'Iran qui pensaient échapper enfin au blocus ; il accorde au gouvernement islamiste turc le droit d'intervenir en Syrie et en Irak, l'autorisant à massacrer avec des islamistes syriens les Kurdes du PKK-PYD-KCK ; il encourage le prochain monarque d'Arabie saoudite qui impose un blocus au Qatar et détruit le Yémen ; il appuie le premier ministre raciste et militariste d'Israël qui étrangle la bande de Gaza, poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, redouble sa politique de terreur contre les Palestiniens.

Sur quoi a débouché, en pratique, le transfert annoncé le 6 décembre 2017 par Trump de l'ambassade d'Israël ?

Le 15 décembre, l'armée israélienne a tué 4 Palestiniens qui protestaient et en a blessé 160.

Dans la nuit du 8 au 9 janvier, l'armée israélienne a bombardé une base militaire de la Syrie. Le 9 avril, elle a récidivé.

Le 16 janvier, l'État américain a gelé plus de la moitié de ses versements prévus à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, aggravant la situation dramatique de Gaza, soumise au blocus d'Israël et de l'Égypte.

Le 30 mars, l'armée israélienne a tiré à balles réelles à Gaza sur les manifestants pacifiques de la Marche du retour : au moins 17 Palestiniens tués, 758 blessés. Le 6 avril, l'armée a de nouveau tiré à balles réelles : au moins 9 Palestiniens ont été tués (dont un journaliste), plusieurs centaines blessés. Le 13 avril, un Palestinien a été tué et 120 blessés par balles. Les soldats tirent froidement les manifestants qui étaient à plusieurs centaines de mètres de la frontière.

Pour le front unique ouvrier contre le terrorisme d'État israélien

La France a invité Israël à « la retenue ». L'Arabie saoudite a repris la position de deux États. La Jordanie et l'Égypte ont condamné le massacre. La Turquie a protesté plus vivement.

Mais les Palestiniens ne peuvent pas se fier aux États bourgeois de la région. La monarchie de Jordanie a écrasé la résistance palestinienne en 1970-1971. Les chrétiens-fascistes du Liban ont liquidé en 1982 des milliers de réfugiés palestiniens avec l'aide de l'armée israélienne. Le régime du Baas syrien a frappé militairement la résistance palestinienne en 1983. Les gouver-

nements égyptien et syrien ont réprimé le mouvement révolutionnaire de 2011 dont la victoire pouvait ouvrir une perspective aux Palestiniens. Le 4 avril, le futur roi d'Arabie a déclaré qu'Israël avait le droit d'exister.

> *Je crois que les Palestiniens et les Israéliens ont le droit d'avoir leur propre terre.* (Mohamed Ben Salmane, *The Atlantic*, 2 avril 2018)

La plupart des États voisins surexploitent les réfugiés ou travailleurs immigrés palestiniens et les discriminent. L'Iran et la Turquie oppriment leurs minorités nationales, dont les Kurdes. La Turquie est toujours membre de l'OTAN dirigée par les États-Unis. La Turquie et les monarchies du Golfe ont aidé les islamo-fascistes qui ont opprimé en Syrie et en Irak les femmes, qui ont exterminé les militants ouvriers, les minorités religieuses, les minorités nationales. L'Égypte reçoit des armes et de l'argent des États-Unis, elle bloque la bande de Gaza.

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser les gouvernements qui soutiennent l'État sioniste. Dans le monde entier, au premier chef aux États-Unis et en Israël, toutes les organisations qui se réclament des travailleurs doivent exiger :

- fin de la colonisation en cours de Jérusalem et de la Cisjordanie !
- levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte !
- destruction du mur de l'apartheid !
- libération de tous les prisonniers palestiniens !
- droit au retour des réfugiés et de leurs descendants !
- aucune arme, aucune aide militaire à Israël !
- non à toute menace militaire envers la Syrie ou l'Iran !

Le sionisme alimente l'antisémitisme

La classe ouvrière mondiale est, sur cette question comme les autres, paralysée par la politique de ses directions. Les partis travaillistes ou sociaux-démocrates et les partis issus du stalinisme soutiennent la solution « des deux États » de l'ONU, comme plusieurs organisations centristes : SPEW, SAlt, AWL, LO, NPA...

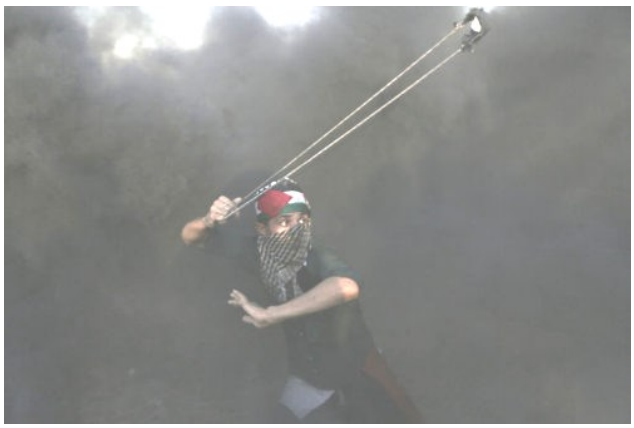
Cela revient à mettre sur le même pied un État colonial soutenu par tous les impérialismes et une nation opprimée. Cela revient à entériner la colonisation violente d'une grande partie de la Palestine et la création de bantoustans sous la botte d'Israël dans le reste du territoire.

> *La solidarité prolétarienne exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte de la différence obligatoire dans le comportement du prolétaire d'une nation opprimée envers la nation qui opprime.* (Lénine, 31 décembre 1922)

L'État israélien et le mouvement sioniste, l'impérialisme américain et ses adjoints tentent d'assimiler les antisionistes à des racistes anti-juifs. Par exemple, en France, Mélenchon, le chef de la France insoumise, a été expulsé le 28 mars d'une manifestation de protestation contre un sordide crime à coloration antisémite. Son crime ? Soutenir la campagne de boycott d'Israël (BDS) ! Autre exemple, la presse bourgeoise britannique a accusé Corbyn, le chef élu du Parti travailliste, d'antisémitisme. Son crime ? Avoir passé la soirée du 2 avril avec Jewdas, une assciation de Juifs non-sionistes de sa circonscription électorale !

Certes, on trouve des antisionistes qui sont antisémites, mais il y a aussi beaucoup de pro-sionistes qui sont antisémites, dans la lignée de Lord Arthur Balfour ou Lord Winston Churchill. Les gouvernements pro-sionistes des États-Unis et de l'Union européenne entretiennent des liens étroits avec les monarchies absolues et islamistes qui diffusent dans le monde entier le *Protocole des sages de Sion*, un faux antisémite fabriqué en 1901 par la police tsariste et cité abondamment par Hitler.

Les communistes internationalistes qui depuis 170 ans combattent le racisme et le colonialisme n'ont aucune leçon à recevoir des Trump et des Netanyahou. Le mouvement sioniste lui-même s'est souvent accommodé de l'antisémitisme au début du XXe siècle car ces deux courants réactionnaires partageaient l'idée que les Juifs étaient inassimilables dans les pays où ils vivaient. Face au pire antisémitisme de l'histoire, le na-



tionalisme bourgeois juif ne s'est guère opposé au « 3e Reich » et certains de ses dirigeants ont même collaboré avec les nazis. C'est après la 2e Guerre mondiale que l'Holocauste a servi de prétexte à la bourgeoisie sioniste pour coloniser la Palestine.

L'État israélien est bâti sur le racisme et la violence envers les Arabes de la Palestine. Le projet sioniste est de refuser l'intégration des Juifs dans les pays où ils vivent et de tous les installer en Palestine qui a été le terrain de multiples brassages ethniques et de violentes compétitions religieuses. L'État israélien a été mis en place en 1947 avec le soutien des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS. En 1948, lors de la Nakba, 700 000 Palestiniens ont fui l'armée israélienne et ses exactions. Le Parti travailliste israélien et le syndicat sioniste Histadrout ont réclamé l'exclusion des Arabes de l'emploi.

Ainsi, le nationalisme bourgeois juif a transformé une minorité des Juifs du monde en oppresseurs. La conséquence a été la persécution et l'émigration forcée des Juifs installés depuis deux millénaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient qui n'étaient pas des colons mais qui ont servi de boucs émissaires aux régimes nationalistes bourgeois arabes. Le sionisme a aussi facilité l'antisémitisme nauséabond des islamistes partout dans le monde.

Pour une Palestine unifiée par la révolution socialiste

Pour obtenir de l'ONU et des États-Unis un État à côté d'Israël, le nationalisme bourgeois panarabe (Fatah, FDLP) a signé les accords d'Oslo en 1993. Seul le FPLP s'y est opposé, tout en restant dans l'OLP dirigée par Arafat.

Le résultat a été la poursuite de la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie ; la construction du mur de l'apartheid ; la destruction répétée de la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014 ; la répression systématique, les assassinats et les emprisonnements de Palestiniens.

Une autre conséquence a été, faute de perspective prolétarienne, la montée de l'islamisme autrefois très minoritaire (Hamas, Djihad…) au sein des Palestiniens. Cela a permis au Hamas de prendre le contrôle de la bande de Gaza.

Mais le Hamas et le Fatah et ont en commun d'être dirigés par des bourgeois, de s'opposer à la lutte du prolétariat palestinien, de dépendre d'États bourgeois voisins et d'être incapables de s'adresser aux travailleurs d'Israël (arabes ou juifs). D'ailleurs, ils se sont rapprochés ces derniers mois, sous la pression du général Al-Sissi, le président de l'Égypte qui réprime toute opposition politique et participe au blocus de Gaza.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes palestiniens passe par la destruction de l'État d'Israël, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme occidental en Asie de l'ouest. Contre

toutes les bourgeoisies (américaine, hébreue, arabe, turque, perse…), la mobilisation des travailleurs à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie, en Turquie, en Égypte, en Tunisie… permettra d'instaurer une Palestine laïque et multiethnique sur tout le territoire de la Palestine, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israélites, chrétiens et athées. Jérusalem, avec ses traditions multiculturelles serait probablement la capitale de cet État des travailleurs.

Une telle Palestine ne sera viable que par l'extension de la révolution, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Levant.

Seule une internationale ouvrière (et des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays) peut mener un tel combat. La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de liquider la colonisation sioniste en Palestine et la domination impérialiste sur l'Asie de l'Ouest, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique.

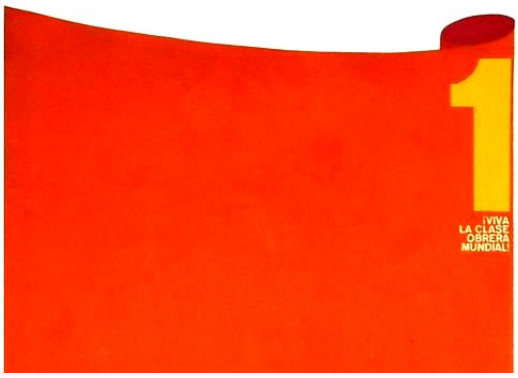
14 avril 2018

Collectif révolution permanente/Allemagne, Autriche, Canada, France

IKC / Espagne

PD / Turquie

TML / Brésil



CoReP, IKC/Espagne, PD/Turquie, TML/Brésil

Contre la guerre, pour les droits des peuples opprimés, pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne mondiale

1er mai

Le 1er mai 2018 survient dans un contexte de rivalités entre puissances impérialistes et multiples guerres locales. La rivalité entre les « vieux » impérialismes des États-Unis, d'Europe de l'Ouest, du Japon avec les impérialismes émergents en Chine et en Russie s'est nettement accentuée. Des puissances régionales (Israël, Arabie saoudite, Turquie, Iran) se disputent le Proche-Orient. La Syrie, l'Irak, la Corée, la mer de Chine, l'Ukraine, l'Afghanistan… sont le théâtre de manoeuvres et de confrontations militaires.

Même la reprise économique du capitalisme mondial, inégalement partagée, n'a pas calmé les tensions entre les différentes fractions de la bourgeoisie, ni les attaques contre les producteurs. L'emploi mondial augmente, mais pas assez pour faire face à la croissance démographique. Pour l'impérialisme mondial, une partie grandissante de l'humanité est superflue. En outre, l'environnement de l'espèce humaine est mis en danger par la survie du capitalisme : accélération du réchauffement climatique, perte de diversité biologique, raréfaction des forêts et de l'eau pure, etc.

Toutes les puissances impérialistes veulent non seulement défendre leurs superprofits contre leurs rivaux mais aussi les accroître. Leurs États cherchent à le faire en s'attaquant aux acquis de leur classe ouvrière, en nouant et renouant des alliances, en reprenant la course aux armements, en intervenant économiquement, politiquement, diplomatiquement, militairement dans le reste du monde.

L'OMC n'arrive plus à propulser des accords mondiaux. Les échanges de marchandises ont cessé de s'intensifier (ils augmentent désormais au même rythme que la production mondiale). Parce que les États-Unis restent la première puissance mondiale, mais sont menacés par l'émergence de la Chine, le président Trump parle ouvertement de guerres commerciales qu'il veut mener et gagner. Le protectionnisme, qui n'avait jamais disparu, revient en force. La Grande-Bretagne se retire de l'Union européenne.

> *La réaction politique sur toute la ligne est le propre de l'impérialisme.* (Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme,* décembre 1916)

Israël ne s'est jamais soucié de l'autorisation de l'ONU pour tuer des Palestiniens ou pour faire la guerre à ses voisins. Mais les États-Unis qui ont fondé l'ONU au lendemain de la 2e Guerre mondiale la contournent de plus en plus souvent pour mener leurs agressions militaires, car la Chine et la Russie ont un droit de veto au Conseil de sécurité. Ainsi, l'armée américaine, aidée de la France et de la Grande-Bretagne, en invoquant une nouvelle attaque chimique, a bombardé la Syrie le 14 avril. Comme si les crimes de guerre de ces trois puissances n'étaient pas pires que ceux du boucher Assad.

Les émigrants des pays pauvres et des pays en guerre sont plus refoulés et persécutés que jamais. Des référendums se décident sur cette question (Brexit), des candidats et des partis gagnent des élections en désignant les migrants comme des boucs émissaires (États-Unis, Autriche, Italie, Hongrie…). Des murs ont surgi ou sont renforcés aux frontières des États-Unis, d'Israël, de l'Espagne, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Norvège, de la Chine, de la Grande-Bretagne, du Pakistan, du Bostwana…

La Turquie, toujours membre de l'OTAN, en fait une dictature islamiste, a mené en janvier une invasion militaire en Syrie pour empêcher la création d'un État kurde à sa frontière et démontrer ses prétentions de pouvoir régional. Il a reçu pour cela l'appui de djihadistes syriens, l'autorisation de la Russie et des États-Unis, alors que les chefs du PKK-YPD avaient mis les combattants kurdes au service de l'armée américaine. Ayant vaincu à Afrin le 18 mars, Erdoğan étend sa sale guerre en envoyant les troupes turques envahir le nord de l'Irak, avec la complicité non seulement de Washington mais aussi du gouvernement de Barzani (PDK) de la zone autonome kurde en Irak.

En même temps, le gouvernement colonialiste israélien a carte blanche pour une nouvelle vague de répression

brutale contre la population palestinienne. Le nouvel homme fort de l'Arabie saoudite, le prince Ben Salmane, justifie au même moment l'existence de l'État d'apartheid, alors que son pays continue à alimenter l'antisémitisme et le salafisme à travers le monde, à financer les mouvements islamo fascistes.

La restauration du capitalisme par les bureaucraties stalinienne en Russie et en Chine n'a pas seulement introduit de nouvelles puissances impérialistes, elle a aussi changé l'équilibre entre les classes, au détriment des travailleurs. En Europe de l'Est, en Chine, au Vietnam, les acquis en termes d'emploi, de santé, d'enseignement… apportés par l'expropriation du capital ont brutalement disparu. La perspective du socialisme a reculé dans les masses exploitées et opprimées. Les bureaucrates au pouvoir à Cuba et en Corée du Nord ont commencé à se convertir en capitalistes.

Contrairement à ce qu'ont prétendu les idéologues et les politiciens de la bourgeoisie impérialiste, cela n'a pas conduit au triomphe de la « démocratie représentative ».

Les régimes autoritaires ont survécu et les démocraties traditionnelles rognent les libertés démocratiques et espionnent leur population au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Trump a été élu avec moins de voix que sa principale adversaire Clinton. Aux États-Unis, les Noirs restent la cible des flics blancs. Le rôle des services secrets et de l'état-major est plus grand que jamais aux États-Unis. La présidente PT du Brésil élue au suffrage universel a été destituée en août au nom de la « lutte contre la corruption » pour lui substituer un président MDB bien plus corrompu. Le nationalisme bourgeois du Venezuela qui a maintenu le capitalisme s'appuie de plus en plus sur l'armée pour résister à la fraction pro-impérialiste. Dans l'État espagnol, le gouvernement Rajoy PP et la monarchie franquiste ont criminalisé la lutte sociale et réduit radicalement toutes les libertés démocratiques, remplissant les tribunaux et les prisons des travailleurs et des jeunes, à travers la réforme du Code pénal et la loi Mordaza, également utilisées pour réprimer et empêcher le peuple catalan de choisir démocratiquement son destin par un référendum en octobre 2017.

Même dans les pays les plus avancés, la religion et le créationnisme sont promus par des fractions des classes dominantes. Les homosexuels restent persécutés dans la majorité des États. Les droits des femmes eux-mêmes sont remis en cause, en particulier le droit d'avorter aux États-Unis, en Pologne, en Hongrie.

De nouveau, partout dans le monde, des bandes fascistes terrorisent les migrants, les grévistes, les paysans pauvres, les minorités religieuses ou nationales (Yézidis, Roms, Rohingyas…).

Pourtant, les travailleurs, les femmes, les minorités opprimées, les jeunes en formation résistent de toutes les manières : pétitions, grèves, manifestations, lutte armée… en Syrie, en Turquie, en Chine, en Iran, au Brésil, en Espagne, aux États-Unis, en France… La classe ouvrière nicaraguayenne, au prix de dizaines de morts, a contraint le gouvernement à retirer son projet contre la sécurité sociale et des retraites. Les luttes de classe ne cessent pas, mais le prolétariat et les opprimés du monde manquent des organisations nécessaires à transformer l'aspiration et l'engagement des masses en avancées et en victoires décisives.

En effet, les organisations qui contrôlent actuellement le mouvement ouvrier se révèlent incapables de faire face à la remontée de la réaction, de lutter contre les interventions impérialistes, de prendre la tête des luttes pour affaiblir et renverser le capitalisme mondial. Les bureaucraties syndicales acceptent de négocier toutes les attaques. Les partis ex-staliniens, sociaux-démocrates et travaillistes gouvernent pour le capitalisme, attaquent les acquis (ou s'apprêtent à le faire). Les DSA sont toujours dans un des deux grands partis bourgeois des États-Unis, le Parti démocrate dont les candidats (Obama, Clinton) sont toujours soutenus par le PCUS. Le SPD vient de sauver Merkel en Allemagne. La Syriza grecque a capitulé devant les exigences de Berlin et de Paris. La SD danoise s'allie avec le DF fascisant et embrasse sa xénophobie. La SMER slovaque gouverne avec le SNS raciste. Le LP de Nouvelle-Zélande gouverne avec le parti xénophobe NZF. Les vieux et les nouveaux partis « réformistes » qui sont dans l'opposition, comme le Parti travailliste de Grande-Bretagne, Die Linke d'Allemagne, La France insoumise, Podemos de l'État espagnol… ne se réclament même pas du socialisme.

Dans cette situation, il est plus important que jamais de reconstruire l'internationale ouvrière (et dans chaque pays un parti ouvrier révolutionnaire) sur la base du programme communiste. Partout, l'avant-garde doit se rassembler pour opposer l'internationalisme prolétarien au nationalisme étroit qui est prêché pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. L'internationalisme défend le droit des nations opprimées à l'autodétermination, sans nécessairement propager une séparation. Les travailleurs avancés doivent lutter contre toute restriction des acquis politiques et sociaux, comme le meilleur terrain pour la lutte pour une véritable démocratie, à savoir le pouvoir de conseils ouvriers. Sur la base de la solidarité de classe du prolétariat, ils s'opposent à la division entre nationaux et étrangers, entre travailleurs intellectuels et manuels, entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, entre religions différentes.

Il faut prévenir le danger d'une guerre mondiale destructrice, arrêter la destruction de l'environnement causée par le profit, renverser la bourgeoisie, démanteler l'État bourgeois, prendre le pouvoir, remettre les moyens de production dans les mains des ceux qui créent avec leur travail la richesse de la société, marcher vers le socialisme, faire disparaître les frontières, les classes et l'État.

1er mai 2018

CoReP, IKC, PD, TML

CoReP/Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie, IKC/Espagne

Ouverture des frontières ! Droit de circulation et d'installation pour tous et toutes !

22 juin

Poussés par la guerre commerciale mondiale naissante, Trump, May, Xi, Poutine et les chefs des puissances européennes, soi-disant unies dans l'UE, redoublent de lois et de mesures pour interdire aux migrants d'entrer sur leur territoire. Le nouveau gouvernement ultranationaliste italien (M5I-Ligue) et son ministre de l'Intérieur Salvini ont repoussé, le 11 juin, *L'Aquarius* de l'ONG SOS-Méditerranée qui sauvait 639 personnes venus de Libye. Le bateau, non accueilli par Macron en France, a finalement trouvé refuge au port de Valence le 17 juin.

Si dans cette situation, l'accueil du bateau en Espagne est apparu comme une délivrance, en réalité, le nouveau premier ministre espagnol, Pedro Sanchez (PSOE), a simplement confirmé que les migrants auraient un mois et demi pour se préparer à subir la loi anti-immigrés. Celle-ci autorise la police à repousser les bateaux de migrants (notamment venant du Maroc), et les migrants dans les enclaves espagnoles du Maroc (Ceuta et Menilla), à envoyer en centre de rétention durant 60 jours tout sans papier avant de les expulser. La loi de Extranjería PP-PSOE-CiU n'a rien à envier à celle de Macron dite « Asile et immigration » adoptée en février 2018 qui allonge aussi les délais de prison, réduit tous les recours et les droits des migrants menacés de prison s'ils utilisent des faux papiers.

Les migrants de *L'Aquarius*, en France et en Espagne, n'auront pas le droit de vivre décemment en Europe tout comme les 2,4 millions de demandeurs d'asile depuis 2015, parfois expulsés et le plus souvent sans papiers qui représentent moins de 1 % de la population européenne. Plus de 3 700 migrants sont morts en Méditerranée en 2017.

Puissance dominante en Europe, l'Allemagne capitaliste projette de renvoyer les migrants vers les pays d'arrivée après avoir accueilli plus d'un million de travailleurs et travailleuses depuis 2015. Poussé par la vague nationaliste représentée par le parti fascisant AfD, le gouvernement CDU-SPD dirigé par Merkel compte appliquer sévèrement la reconduite aux frontières de l'UE tout en orientant vers les emplois durs et précaires les migrants arrivés depuis 2015. Car, comme le montrent les gouvernements d'Autriche, de Hongrie, de Pologne, de Slovénie, de Slovaquie, de République tchèque, de Serbie, le marché du travail européen peut se passer de cette force de travail.

Des murs sont érigés pour repousser les migrants, des lois condamnent ceux qui les aident. Non seulement le capitalisme pousse dans chaque pays une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse dans une misère croissante, mais il désigne les migrants comme des boucs émissaires ! Il existe déjà des accords anti-migrants avec le dictateur Erdogan et le premier ministre Tsipras (Syriza) pour les laisser croupir en Turquie (3,9 millions) et sur les îles grecques. Depuis 2017, le gouvernement italien aide les garde-côtes libyens et l'UE a fourni des bateaux militaires à la Libye pour bloquer l'arrivée des travailleurs et jeunes qui y subissent travail forcé et viols.

Partout dans le monde, les États utilisent leur police et leur justice contre les immigrés qui fuient la misère et la guerre que les grandes puissances impérialistes (Chine, États-Unis, Russie, France, Allemagne, Espagne, Italie, Grande-Bretagne…) ont imposés à des régions entières du globe. Alors que la loi Collomb-Macron rend possible l'enfermement des enfants, Trump assume séparer les enfants et les parents de migrants venus du Mexique pour renvoyer les adultes, même s'il a du reculer devant le tollé qu'il a déclenché. Mais les millions de latino-américains risquent leur vie à la frontière mexicaine pour ne plus mourir de misère. Chaque bourgeoisie utilise le nationalisme et la xénophobie pour diviser la classe ouvrière et désigner les étrangers comme les coupables du marasme économique produit par le capital. Encore récemment le premier ministre hongrois Orban a fait voter une loi condamnant à la prison les militants aidant des migrants. En Autriche, le premier ministre Kurz a annoncé qu'un « *axe des volontaires dans la lutte contre l'immigration illégale* » pourrait voir le jour avec l'Allemagne et l'Italie. En Italie, Salvini appelle à nettoyer le pays « *rue par rue* » de ses migrants illégaux.

Ces grandes puissances tout en repoussant les travailleurs immigrés sont en première ligne pour défendre leurs parts de marché et leurs grandes entreprises. Pour le profit de leurs actionnaires, leurs police et armée interviennent contre les grèves et les luttes anticapitalistes. Les grands groupes capitalistes et leurs États respectifs font exactement la même chose dans les pays dominés pour surexploiter les masses tout en délégant à des hommes de main la sécurité du pays. Si tel ou tel président ou ministre ne fait plus l'affaire, l'intervention militaire peut être envisagée comme en Irak, en Afghanistan, en Centrafrique ou en Côte d'Ivoire.

Face à la vague répressive contre les migrants en Europe et ailleurs, la responsabilité du mouvement ouvrier (partis et syndicats) n'est pas de cautionner les politiques réactionnaires de fermeture des frontières et d'expulsions mais de lutter pour l'unité de la classe ouvrière, avec ou sans papiers, migrante ou non. Cela nécessite, pour défendre le droit de tous les migrants, qu'ils soient réfugiés économiques ou politiques, à se déplacer et s'installer, avec les mêmes droits que les travailleurs locaux, d'exiger que le mouvement ouvrier déclare la guerre au nationalisme, au fascisme et à la xénophobie comme l'a fait en son temps le *Manifeste du parti communiste* : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Dans chaque pays, une telle lutte posera la question des mêmes droits pour tous et toutes et nécessitera de poser la question d'un pouvoir ouvrier, seul capable de garantir le développement économique au service de la population, l'ouverture des frontières, le droit d'installation et de circulation pour tous au sein des États-Unis socialistes d'Europe.

22 juin 2018, CoReP, IKC

Cahiers révolution communiste

n° 24 Luxemburg : la grève générale en Belgique, compilation 1902-1913

n° 23 Lukács : Lénine, 1924

n° 22 CoReP : pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019

n° 21 Trotsky : la grève générale en France, compilation 1936

n° 20 Trotsky : contre le Front populaire, compilation 1935

n° 19 Trotsky : face à la menace fasciste en France, compilation 1934

n° 18 CoReP : plateforme, 2017

n° 17 GMI : programme, 2017

n° 16 La mobilisation de 2016 contre la loi travail

n° 15 Lénine : l'État et la révolution, 1917

n° 14 Casanova : l'Espagne livrée, 1939

n° 13 Ligue des communistes : manifeste, 1847

n° 12 4e Internationale : manifeste, 1940

n° 11 1995, en défense des retraites

n° 10 Marx : salaire, prix et profit, 1865

n° 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016

n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015

n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre, 1915

n° 6 Marx : la crise, compilation 1847-1875

n° 5 4e Internationale : programme, 1938

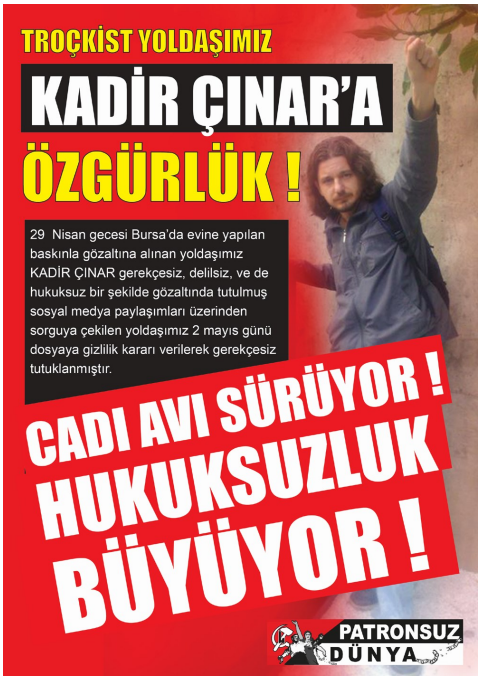
n° 4 VdT et la guerre mondiale, 2015

n° 3 Chili 1970-1973, 2004

n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple, compilation 1911-1934

n° 1 GMI : plateforme, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP
2 euros auprès des militants



Communiqué pour la libération de Kadir Çınar

Le gouvernement islamiste d'Erdoğan a procédé à 84 arrestations à la veille du 1er mai dans plusieurs villes de Turquie.

Parmi les victimes de la répression, nos camarades de Patronsuz Dünya nous signalent que figure Kadir Çınar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa.

Kadir est un travailleur (cuisinier à Genç Gıda), un militant syndical (représentant syndical de Dev Turizm İş), un révolutionnaire et un internationaliste.

Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret.

Libération de Kadir Çınar, de tous les prisonniers du mouvement ouvrier et du mouvement kurde, sans aucune sanction ni inculpation !

3 mai 2018, Collectif révolution permanente

Appel aux organisations syndicales et de défense des droits de l'homme

Chers camarades

Le gouvernement Erdoğan a procédé à 84 arrestations à la veille du 1er mai dans plusieurs villes de Turquie. Parmi les victimes de la répression, figure Kadir Çınar arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa.

http://marksist.org/icerik/Haber/9282/Patronsuz-Dunyadan-Kadir-Cinara-ozgurluk!

Kadir est un travailleur (cuisinier) et un militant syndical (il était représentant syndical de Dev Turizm İş).

Les policiers l'ont accusé d'être « trotskyste » et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret.

Nous vous demandons de faire connaître son sort, de vous prononcer pour sa libération ainsi que celle de tous les militants ouvriers ou kurdes. Faites-le nous savoir à : freekadir@tutanota.com

Salutations internationalistes

4 mai 2018, bureau international du CoReP

Appel aux organisations politiques se réclamant du trotskysme

Chers camarades

Le gouvernement Erdoğan a procédé à 84 arrestations à la veille du 1er mai dans plusieurs villes de Turquie. Parmi les victimes de la répression, figure Kadir Çınar arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa.

http://marksist.org/icerik/Haber/9282/Patronsuz-Dunyadan-Kadir-Cinara-ozgurluk!

Kadir est un travailleur (cuisinier), un militant syndical (il était représentant syndical de Dev Turizm İş) et un révolutionnaire (il est connu à ce titre de la TMI et de l'UCI).

Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai.

Nous vous demandons de faire connaître son sort, de vous prononcer pour sa libération ainsi que celle de tous les militants ouvriers ou kurdes.

Salutations internationalistes

4 mai 2018, bureau international du CoReP

Organisations solidaires

APLutSoc/France, CWG/États-Unis, DSIP/Turquie, FT-VP/Brésil, IKC/Espagne, LCT/Argentine, LO/France, OKDE-Ergatiki Pali/Grèce, TML/Brésil...

Communiqué contre la condamnation de Kadir Çınar à plus d'1½ année de prison pour délit d'opinion

Le 29 avril, la police arrêta à Bursa (Turquie) le travailleur de la restauration et militant communiste internationaliste Kadir Çınar, accusé d'avoir partagé sur les réseaux sociaux des positions pour les droits du peuple kurde. Incarcéré depuis, il a été jugé le 14 août. Le tribunal aux ordres du gouvernement islamiste lui a infligé une peine d'un an, 6 mois et 22 jours. Sa peine n'a pas été reportée en raison d'une peine antérieure de 10 mois avec sursis. Comme il a fait 3 mois et demi de prison et que la peine restante était inférieure à un an, il a été placé en liberté surveillée.

Merci à toutes les organisations ouvrières qui ont protesté contre son arrestation et sa détention.

Liberté pour tous les prisonniers du mouvement ouvrier et des peuples opprimés !

Respect des libertés démocratiques fondamentale !

Droit pour le peuple kurde de se séparer de l'État turc et de fonder un État avec les autres Kurdes de la région !

20 août 2018, Collectif révolution permanente

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros en France (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros
à : ARTP AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE
NOM ..... Prénom .....
Adresse postale .....
..... Pays .....
Adresse électronique .....@.....

CoReP, IKC/Espagne, TML/Brésil

Trump déclenche la guerre économique et menace l'Iran

29 juillet

De 1944 à 2016, l'État américain s'est efforcé d'administrer le capitalisme mondial

La bourgeoisie américaine a pris la suprématie avec la première guerre mondiale.

> *Les forces productives créées par le capitalisme ne pouvaient plus tenir dans le cadre des forces sociales du capitalisme, y compris dans le cadre de celles de l'État national. De là, la guerre. Quel a été le résultat pour l'Europe ? Une aggravation considérable de la situation… L'Amérique est maintenant la force essentielle du monde capitaliste.* (Trotsky, *Europe et Amérique*, 15 février 1926)

Entre la signature du Traité de Versailles (1919) et l'offensive japonaise à Pearl Harbour (1941), la représentation politique de la bourgeoisie américaine, tout en étendant et renforçant sa zone d'influence, a refusé d'assumer l'ordre mondial.

Par contre, à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont impulsé des traités économiques multilatéraux (Bretton Woods, AGETAC-GATT…) et bâti des institutions à vocation mondiale (ONU, FMI, BIRD-BM, OMC…). N'ayant pas grand-chose à craindre alors de la concurrence, l'État américain poussait à la baisse des obstacles aux échanges et aux investissements transfrontaliers. Il l'a négociée dans un cadre mondial (AGETAC-OMC). Dans ce cadre, il a prôné l'égalité de traitement pour tous les pays capitalistes (« la clause de la nation la plus favorisée »).

L'État américain administrait le monde sans négliger ses propres intérêts. Cependant, il prenait ainsi des risques. Avec l'offensive contre l'URSS (« guerre froide ») et la révolution chinoise (guerre de Corée), il a complété ce dispositif économique par des alliances régionales militaires (OTAN en 1949, OTASE en 1954…). La supériorité militaire écrasante des États-Unis en matière nucléaire, conventionnelle et de renseignement n'a pas empêché la conquête de l'Est de l'Europe par l'armée de l'URSS, la défaite à Cuba et au Vietnam, des échecs humiliants en Afghanistan et en Irak.

À la fin des années 1970, une partie importante du monde échappait au capitalisme : URSS et Europe de l'est, Chine, Vietnam, Laos, Cuba. Mais l'économie collectivisée était partout fragilisée par l'usurpation du pouvoir par une caste parasitaire et privilégiée. Le capitalisme mondial exerçait une pression économique, idéologique, militaire sur ces États ouvriers dégénérés. L'État américain menait consciemment l'offensive contre tout risque révolutionnaire et pour le rétablissement du capitalisme, en misant sur le fractionnement national de la bureaucratie stalinienne (rupture entre URSS et Yougoslavie, rupture entre Chine et URSS, tensions entre Chine et Vietnam…).

L'économie américaine reste le premier producteur du monde avec un PIB de 19 300 milliards de dollars en 2017 (devant la Chine : 11 900 milliards). Les États-Unis sont le premier extracteur de pétrole et de gaz naturel du monde et le premier exportateur agricole. En matière industrielle, les groupes américains figurent dans de nombreux oligopoles internationaux : raffinage, automobile, aéronautique, armement, électronique, alimentation, pharmacie, produits d'hy-

giène, articles de sport… Ils sont prépondérants dans la finance et, ensemble, leurs bourses de produits financiers et de matières premières (NYSE, NASDAQ, AMEX…) l'emportent largement sur la place de Londres. Le dollar occupe de loin la première place devant l'euro dans les échanges de devises (et les produits dérivés des devises).

La recherche et l'enseignement supérieur attirent des chercheurs et des étudiants du monde entier. Il en résulte que les États-Unis l'emportent toujours pour la détention de brevets. La culture étasunienne influence le monde entier. L'anglais, bien que moins parlé que le chinois, est la langue des échanges internationaux, d'autant qu'il était déjà celui de la puissance hégémonique lors du capitalisme ascendant au XIXe siècle.

> *Si un pays peut brutaliser le monde, c'est bien les États-Unis. Sa puissance militaire, diplomatique, scientifique, culturelle et son pouvoir économique sont inégalés.* (*The Economist*, 9 juin 2018)

La suprématie américaine est de plus en plus battue en brèche, non seulement par la montée en puissance de l'impérialisme chinois, mais aussi par les velléités de tous les autres impérialismes qui se glissent dans chaque interstice laissé vacant par l'impérialisme américain. Cette érosion ne peut durer sans conséquences autrement plus graves pour la bourgeoisie américaine.

L'affaiblissement de la domination américaine

À cause des victoires de l'armée de l'URSS contre l'impérialisme allemand, de la révolution chinoise et de ses risques d'extension en Asie, de la révolution en Yougoslavie et en Albanie, de la montée révolutionnaire en Europe à partir de 1943 (Italie, Grèce, France…), les gouvernements américains démocrates ou républicains ont ménagé les rivaux impérialistes (Grande-Bretagne, France, Pays-Bas…), voire les ont reconstruits (Japon, Allemagne, Italie…). La guerre du Vietnam a facilité l'émergence de nouveaux capitalismes (Brésil, Corée du Sud…). Comme tout capitalisme émergent, leurs bourgeoisies se sont au début protégées par des mesures protectionnistes.

Alors que l'impérialisme hégémonique avait supporté l'essentiel du fardeau du militarisme, le rétablissement du capitalisme en Europe de l'Est et en Russie à partir de 1989 a bénéficié d'abord aux puissances impérialistes concurrentes d'Europe de l'ouest, en particulier l'Allemagne. Les nouvelles bourgeoisies russe et chinoise se sont appuyées sur la taille de leur territoire ainsi que sur l'héritage culturel et industriel des anciennes économies planifiées pour résister aux anciennes puissances impérialistes et pour se constituer en puissances impérialistes.

Depuis les années 1970, les États-Unis importent plus de richesses qu'ils n'en exportent. En 2017, le déficit de la balance des échanges de biens et services s'est creusé de plus de 12 % pour atteindre 566 milliards de dollars, et même 796 milliards si on se limite aux biens (la différence étant l'excédent de la balance des services). Même la reprise mondiale ne fait qu'accentuer la perte de compétitivité de l'économie américaine. L'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis augmente de 10 % en 2017 pour un montant évalué par la Maison blanche à plus de 375 milliards de dollars (montant que les autorités chinoises contestent en le minorant de 100 milliards). Au premier trimestre 2018, cet excédent s'élève encore de près de 20 % par rapport au premier trimestre 2017 !

Et ce n'est pas du côté de l'Europe que la bourgeoisie américaine pourra se consoler, avec un déficit commercial récurrent et en hausse constante depuis plusieurs années, notamment avec l'Allemagne, ce qui a fait dire à Trump à Davos que « *l'Union européenne est injuste avec les États-Unis* » (28 janvier 2018). Il l'accuse de maintenir des taxes frappant les exportations américaines plus élevées que celles appliquées aux États-Unis à l'encontre des produits européens. Les États-Unis sont en réalité commercialement déficitaires presqu'avec la Terre entière, du Canada au Japon, de l'Allemagne à la Corée du Sud, etc.

La fuite en avant dans le protectionnisme

Jusqu'à récemment, le gouvernement américain prétextait des vertus du libre-échange pour se faire ouvrir les marchés étrangers. La protection par l'État des entreprises locales ne s'est jamais bornée aux tarifs douaniers, elle peut recourir aux « barrières non-tarifaires » : mesures administratives et normes, marchés publics réservés, subventions, réduction de la taxation des entreprises, manipulation du taux de change, brevets et autres « propriétés intellectuelles », restrictions à l'investissement étranger…

> *Le message à Pékin est clair : deux fois cette semaine, le gouvernement allemand a empêché les investisseurs chinois de prendre le contrôle d'entreprises allemandes. La banque publique allemande KfW acquiert une participation de 20 % dans l'opérateur de réseau 50Hertz afin d'empêcher l'entrée de la société d'État chinoise SGCC dans son capital. Et la reprise du constructeur de machines-outils westphalien Leifeld Metal Spinning par des investisseurs chinois est interdite.* (*Deutschlandfunk*, 27 juillet 2018)

À cause de la guerre du Vietnam et de l'affaiblissement du dollar, Nixon a amorcé l'abandon par les États-Unis de leurs responsabilités mondiales avec la destruction du système monétaire international mis en place lors des accords de Bretton Woods. En 1971, il décrète unilatéralement l'inconvertibilité du dollar en or.

Trump va beaucoup plus loin dans ce renoncement.

> *Quand un pays [les États-Unis] perd des milliards de dollars en commerçant, potentiellement avec tous les pays avec lesquels il fait des affaires, les guerres commerciales sont bonnes et faciles à gagner. Par*

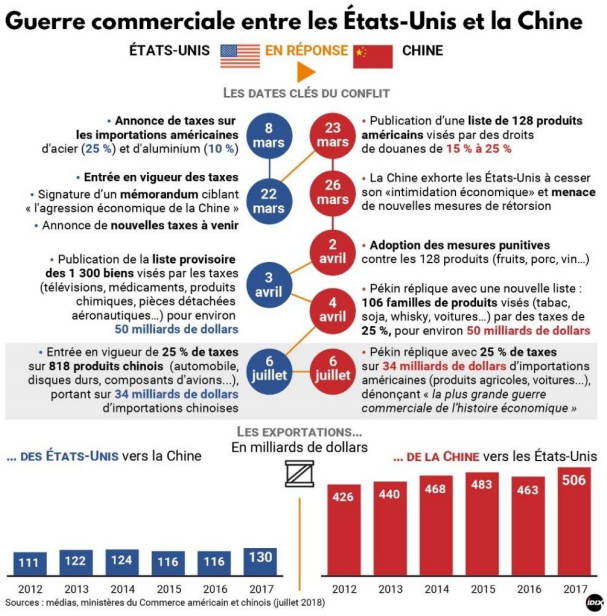
> *exemple, quand on a un déficit de 100 milliards de dollars avec un pays et qu'il fait le malin, on arrête de faire des affaires et on gagne gros. C'est facile.* (Trump, 2 mars 2018)

Perdre sa position, voilà la hantise de la bourgeoisie américaine qui la pousse à accepter bon an mal an Trump, élu avec moins de voix que sa rivale, comme démiurge, malgré toute l'horreur que ses mauvaises manières inspirent à ses élites.

> *Le maintien d'une classe dominante se révèle chaque jour davantage un obstacle au développement des forces productives industrielles, ainsi qu'à celui de la science, de l'art et en particulier des formes affinées de la vie sociale. Il n'y a jamais eu d'hommes plus grossiers que nos modernes bourgeois.* (Engels, *La Question du logement,* 1872)

À contrepied de la doctrine officielle de ses prédécesseurs démocrates ou républicains, le président des États-Unis rejette les négociations et les accords multilatéraux, augmente unilatéralement les droits de douane, revient sur les engagements des États-Unis. Comme l'expliquait Hegel, le contingent réalise le nécessaire. Avec son style de cowboy et ses solutions à l'emporte-pièce, Trump exprime l'impérieuse nécessité pour la bourgeoisie américaine de se sortir d'une situation qui la mine chaque jour un peu plus, de conserver une base industrielle. Et en même temps, il dévoile son impasse, sauf à marcher à la guerre, économique sans aucun doute, militaire à terme.

Le 31 mai, Trump confirme l'application de 25 % de taxes sur l'acier et 10 % sur l'aluminium européen, ce qui touchera essentiellement l'Allemagne et l'Italie, pourtant de vieux alliés des États-Unis. Sont également concernés d'autres alliés, le Canada et le Mexique, tandis que l'Argentine, le Brésil et l'Australie qui ont accepté de réduire leur production y échappent. Quant à l'acier chinois, c'est dès le mois de mars



que ces taxes lui sont appliquées. La Chine est la principale productrice mondiale d'acier et connaît même une crise de surproduction. En partie évincée du marché américain, la Chine cherchera nécessairement à écouler ailleurs sa production, d'où les craintes des groupes sidérurgistes implantés en Europe. Mais il n'y pas que l'acier qui est dans le viseur américain.

> *Nous imposerons des droits de douane sur 50 milliards* [de produits chinois], *puis sur 100 milliards. Vous savez, à un certain point, ils manqueront de munitions.* (Trump, 12 avril 2018)

Les États-Unis annoncent le 15 juin la taxation d'une liste de 1 102 produits d'origine chinoise devant s'appliquer à partir du 6 juillet, la Chine ripostant par des mesures similaires à l'encontre de 659 produits américains. L'escalade est engagée puisque Trump menace désormais de taxer à 10 % quelque 200 milliards supplémentaires d'importations chinoises, Xi dénonçant le chantage américain et promettant des représailles.

Évidemment, les autres impérialismes, petits et grands, crient à la trahison des règles du commerce, annoncent des mesures de rétorsion en taxant à même hauteur les produits américains et veulent saisir l'Organisation mondiale du commerce pour faire condamner ces pratiques. Problème : les États-Unis vouent désormais l'OMC aux gémonies, l'accusant de couvrir le dumping de ses concurrents, et bloque la nomination des juges de l'OMC statuant sur l'appel, le rendant ainsi impuissant… Trudeau considère qu'il s'agit « *d'un affront pour le partenariat de sécurité existant de longue date entre le Canada et les États-Unis* », le président Macron, parait-il, téléphone à Trump pour lui dire que sa décision est « *une erreur et qu'elle est illégale* », tandis que la chancelière Merkel dénonce « *une escalade qui nuira à tout le monde* », ce d'autant que les exportations allemandes d'automobiles sont également désormais menacées d'être taxées par Trump. Au G7 du 3 juin 2017, tous ont condamné les États-Unis.

> *Si les États-Unis introduisent des sanctions commerciales, y compris en relevant leurs droits de douane, alors tous les fruits des négociations commerciales et économiques deviendront sans effet.* (*Chine nouvelle,* 3 juin 2018)

Lors du G7 des 8 et 9 juin 2018, Trump refuse au bout du compte de signer le communiqué commun laborieusement négocié. Il précise même ses menaces à l'encontre des excédents commerciaux canadien et allemand. Les autres États restent divisés par leurs intérêts propres selon qu'ils estiment avoir plus à perdre ou à gagner à s'engager dans un bras de fer avec les États-Unis. Les bourgeoisies européennes ne décident que de légères mesures de rétorsion, emmenées par l'Allemagne qui est en première ligne des échanges avec les États-Unis. Cette réponse mesurée ne calme pourtant pas l'agressivité des États-Unis puisque Trump menace aussitôt de taxer à 20 %, contre 2,5 %

aujourd'hui, toutes les importations de voitures européennes, c'est-à-dire essentiellement l'industrie allemande !

> *Le pouvoir politique peut causer un grand dommage au développement économique et produire un gaspillage massif.* (Engels, *Lettre à Conrad Schmidt,* 27 octobre 1890)

La guerre commerciale est inséparable du militarisme et constitue le prélude de la guerre tout court.

Les États-Unis négocient unilatéralement avec la Corée du Nord et rompent l'accord multilatéral avec l'Iran

Un autre front, plus directement militaire, a pour cadre la rivalité des États-Unis avec la Chine : la Corée du Nord. Soufflant le chaud et le froid, Trump obtient que la clique stalinienne de Pyongyang gèle ses projets nucléaires. Un sommet entre le dictateur nord-coréen et le président américain se tient le 12 juin à Singapour. Cette initiative a pour but de faire restaurer totalement le capitalisme en Corée du Nord et donc d'unifier le pays sous son influence. Ainsi, Trump espère faire pression sur la Chine. Au passage, il piétine ses partenaires traditionnels qui ne sont pas associés aux négociations.

> *Un compromis de ce type est le cauchemar des alliés les plus proches de la région, la Corée du Sud et le Japon.* (*The Economist*, 9 juin 2018)

L'impérialisme américain tente de retrouver un rôle prépondérant au Proche-Orient où il a perdu du terrain. Le 8 mai, Trump annonce le retrait de l'accord conclu en 2015 avec l'Iran et d'autres puissances impérialistes (dont la Russie et la Chine) instituant l'arrêt du programme nucléaire contre une levée progressive des sanctions économiques.

Par conséquent, Trump tente de rallier la Turquie et mise plus que jamais sur Israël et l'Arabie saoudite. Le 6 décembre 2017, il annonce le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, donnant ainsi son plein appui à la poursuite de la colonisation sioniste. Depuis le 30 mars, Netanyahou fait estropier et massacrer des centaines de Palestiniens désarmés à la frontière de la bande de Gaza. Dans la nuit du 9 au 10 mai, 28 avions de l'armée israélienne attaquent des positions iraniennes en Syrie. Le régime islamiste turc peut réprimer à grande échelle. L'armée turque reçoit l'autorisation américaine pour intervenir contre les Kurdes en Syrie et en Irak. Le tyran sanguinaire Assad reçoit l'autorisation de réduire les derniers bastions de ses opposants en Syrie.

Le chef de la diplomatie américaine Pompeo a menacé l'Iran « *des sanctions les plus fortes de l'Histoire* », indiquant que « *l'Iran n'aurait plus jamais carte blanche pour dominer le Moyen-Orient* » et qu'il s'apprêtait à « *traquer les agents iraniens et leurs supplétifs du Hezbollah à travers le monde pour les écraser* ». Pareilles menaces sont calculées pour pousser le régime clérical iranien, qui ne peut capituler sans disparaître, à la fuite en avant et justifier d'autant mieux l'intervention militaire. L'aile la plus conservatrice du régime mise sur le sentiment national et antiimpérialiste. L'État réduit les infimes espaces de liberté conquis par la classe ouvrière et la jeunesse.

Non contents de menacer l'Iran, les États-Unis ont sans aucune ambigüité averti les autres pays signataires de l'accord avec l'Iran, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne que leurs entreprises s'exposeraient à de lourdes poursuites et sanctions financières si elles maintenaient des relations commerciales et financières avec l'Iran.

Derrière l'Arabie saoudite et Israël, se tiennent les États-Unis ; mais derrière l'Iran, puissance régionale qui a le tort de leur faire de l'ombre, le soutien de la Russie et de la Chine est plus incertain, compte-tenu de l'énorme avantage militaire des États-Unis en cas de confrontation. La pression de l'impérialisme américain sur l'Iran, bien loin de faciliter la lutte des travailleurs et des jeunes Iraniens, est un coup supplémentaire, comme elle est un coup supplémentaire porté aux Palestiniens par les encouragements et le soutien donné à la colonisation israélienne en échange de son engagement militaire contre l'Iran.

Pour les travailleuses et les travailleurs conscients, le mot d'ordre de l'opposition à toute sanction économique et toute intervention militaire impérialiste contre l'Iran va de pair avec le soutien aux combats de la classe ouvrière et la jeunesse iraniennes pour renverser la dictature islamiste réactionnaire comme il va de pair avec le soutien aux combats des Palestiniens pour leurs droits contre l'État d'Israël.

Les contradictions inextricables des gouvernements impérialistes

Après avoir beaucoup mis en scène son amitié et sa proximité avec Trump, censées le retenir, le président français a dû déchanter. Aux côtés de Merkel, il a retrouvé des accents combatifs pour s'opposer.

> *Ne soyons pas faibles, ne subissons pas ! Accepterons-nous la règle de l'autre ou sa tyrannie ? Qui doit décider de nos choix commerciaux ?* (Macron, 10 mai 2018).

Mais derrière les coups de menton, la réalité est cruelle, les bourgeoisies européennes n'ont pas –ou presque– les moyens de préserver leurs entreprises des sanctions américaines. En effet, à partir du moment où les entreprises multinationales européennes font des affaires avec les États-Unis (un marché plus important que l'Iran), elles ne peuvent échapper aux sanctions.

La commission européenne a beau avoir ressorti de la naphtaline un règlement de 1996 dite « loi de blocage » pour empêcher les poursuites américaines en Europe, le parapluie est bien dérisoire. Ainsi après Total, Engie renonce à son tour à s'engager en Iran. L'Allemagne

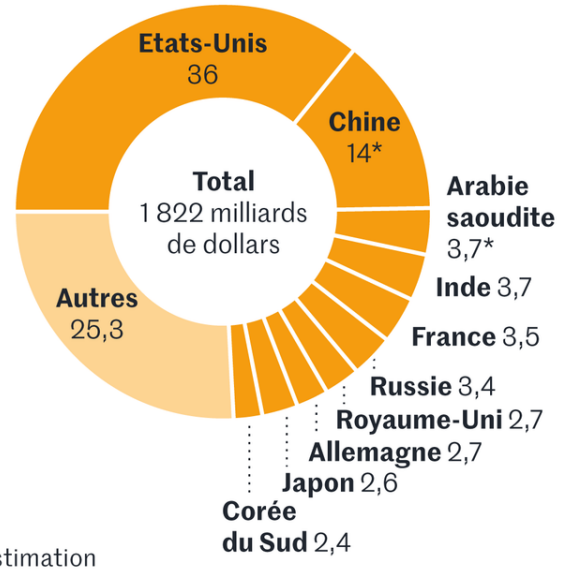
sera la plus touchée, avec notamment Siemens et Daimler, mais aussi l'Italie et la France avec, outre le pétrole et le gaz, PSA et Renault, sans parler des engagements de vente d'Airbus qui touchent à la fois l'Allemagne et la France. Les places perdues par les impérialismes européens devraient être prises par les impérialismes russe et chinois, la Russie étant déjà sous le coup de sanctions américaines et la Chine n'étant pas décidée à céder aux injonctions américaines.

Il n'y a pas d'impérialisme européen à proprement parler. L'Union européenne est un compromis bancal entre des États bourgeois aux frontières trop étroites. L'UE est fragilisée par le départ de la Grande-Bretagne (« Brexit ») mais aussi par la dissidence de pays de la Baltique et d'Europe centrale (« groupe de Visegrád »). Le désaccord est apparu en 2015-2016 avec le refus de la Pologne, de la Tchéquie, de la Slovaquie, de la Hongrie… d'accueillir des réfugiés. Il ne s'est pas atténué depuis que la coalition CDU-SPD dirigée par Merkel a fermé à son tour ses frontières. En effet, les gouvernements « populistes » choisissent l'alliance avec l'impérialisme américain contre l'impérialisme russe… et l'impérialisme allemand. Pour cette raison, bien qu'ils propagent l'antisémitisme en leur sein, ils sont alliés étroitement à Israël.

Le 22 juillet, l'Union européenne semble prête à chercher un compromis avec l'État américain sur le dos de la Chine.

> *Le président des États-Unis Donald Trump et celui de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont annoncé un accord pour désamorcer le conflit commercial entre Washington et Bruxelles qui se traduit par des droits de douane réciproques. Selon une source européenne, un nouveau tarif frappera les automobiles importées aux États-Unis. L'UE augmentera immédiatement ses achats de soja, déclare Trump qui, de son côté, a promis de reconsidérer les droits de douane qui touchent désormais l'acier et l'aluminium importés d'Europe… Trump a aussi précisé que les EU et l'UE réfléchissent en commun à une réforme de l'OMC. En particulier, elle viserait la Chine qui est accusée de ne pas respecter les droits de la propriété intellectuelle et à l'obliger à transférer sa technologie.* (*El País*, 25 juillet 2018)

Répartition des dépenses militaires par pays
En %, en 2018



* Estimation

Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

Infographie : *LE MONDE*

Pour Trump, l'échange international est « un jeu à somme nulle » : selon lui, ce qui est gagné par un pays est forcément égal à ce que perd un autre.

Cette vision archaïque relève du mercantilisme. Cette doctrine est dépassée depuis la fin du XVIIIe siècle. Adam Smith et David Ricardo démontrèrent que les échanges internationaux stimulent le développement des forces productives : la richesse mondiale totale est plus élevée avec la spécialisation que si chaque pays restait en autarcie. Évidemment, les « économistes classiques », liés à la bourgeoisie industrielle britannique, oubliaient que le capitalisme a émergé du pillage colonial et laissaient sans réponse la question de la répartition du gain obtenu par la division internationale du travail.

> *Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe.* (Marx, *Discours sur le libre-échange*, 9 janvier 1848)

L'internationalisation des forces productives est un phénomène irréversible dont même l'économie nationale la plus vaste et la plus forte ne peut s'extraire.

> *Les entreprises de la métallurgie, constructeurs automobiles en tête, se plaignent des taxes sur l'acier, qui se traduisent par un renchérissement spectaculaire de leur matériau de base… Les annonces d'une possible restriction des investissements chinois dans la technologie américaine ont fait chuter cette semaine le NASDAQ.* (*Le Monde*, 29 juin 2018)

Ainsi, en l'espace de quelques semaines, le monde se retrouve brutalement au bord d'une guerre commerciale généralisée.

> *Les membres de l'OMC ont mis en place davantage de mesures restrictives pour le commerce entre mi-octobre 2017 et mi-mai 2018 qu'au cours de la période d'examen précédente (de mi-octobre 2016 à mi-octobre 2017), d'après le rapport de milieu d'année du Directeur général sur les faits nouveaux relatifs au commerce présenté aux Membres le 25 juillet, à l'occasion d'une réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales.* (OMC, 25 juillet 2018)

Le retour du protectionnisme des années 1930 comme les nouvelles menaces militaires sont autant de manifestations du pourrissement du mode de production capitaliste, au premier chef de celui de l'impérialisme le plus puissant, les États-Unis.

Le « patriotisme économique » se construit toujours sur le dos des travailleurs

Quand une bourgeoisie nationale perd au jeu de la compétition inhérente au capitalisme, elle invoque la déloyauté de l'étranger et invoque la défense des travailleurs locaux. C'est aussi vrai aux États-Unis qu'en Italie, en Grande-Bretagne ou en France.

> *Notre industrie a été la cible depuis des années, depuis des décennies même, d'attaques commerciales déloyales. Et ça a provoqué chez nous la fermeture d'usines, de hauts fourneaux, le licenciement de millions de travailleurs, avec des communautés décimées. Eh bien, ça, ça va s'arrêter !* (Trump, 1er mars 2018)

Trump a gagné la présidence en adjoignant à l'électorat habituel du Parti républicain une couche de la classe ouvrière blanche qui votait plutôt pour l'autre parti bourgeois, le Parti démocrate. Il s'adresse de nouveau à la « rust belt » (la ceinture de la rouille), toute cette zone sinistrée par la concurrence internationale mais aussi par les décisions des groupes industriels (dont les délocalisations vers le Mexique et aussi le Sud des États-Unis, moins syndiqué), dont il vise à nouveau les voix pour les prochaines élections (celles de « mi-mandat » en novembre 2018, la présidentielle de novembre 2020). La bureaucratie syndicale de la principale confédération américaine, l'AFL-CIO, aide cette mystification.

> *Le président Donald Trump, au lieu de se contenter de parler du problème, fait pour la première fois quelque chose pour le résoudre. C'est un premier pas et nous le trouvons positif.* (Trumka, président de l'AFL-CIO, 6 mars 2018)

La bureaucratie de la confédération rivale, CtW (qui s'appuie sur le syndicat des camionneurs IBT), est tout autant sociale-chauvine.

> *Nous sommes prêts à collaborer avec la Maison blanche et les autres syndicats américains pour défendre ces droits de douane et vérifier leur application afin de protéger les travailleurs américains et notre bien-être national.* (Hoffa, président de l'IBT, 8 mars 2018)

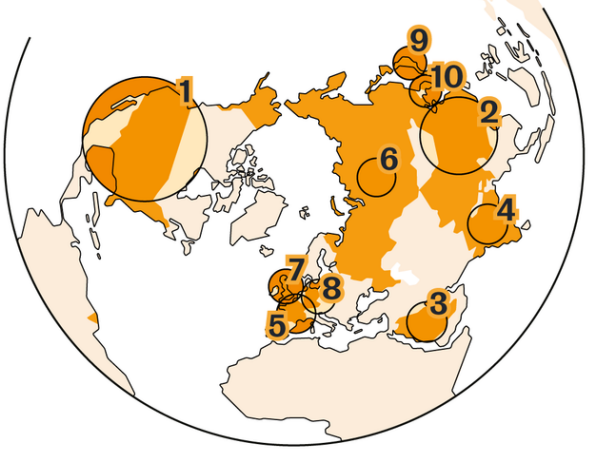
C'est une mystification. Aux États-Unis, le protectionnisme censé ramener les usines cause en réalité plus de dégâts qu'il ne crée des emplois. Par exemple, le groupe Ford qui avait renoncé à produire au Mexique un de ses modèles, ce dont Trump s'était grandement vanté, le fabriquera finalement en Chine pour échapper au renchérissement de l'acier qui est importé et donc taxé par Trump ! Les trois principaux constructeurs américains font eux-mêmes produire à l'extérieur, essentiellement au Canada et au Mexique, environ 15 % des automobiles qu'ils vendent sur le marché national.

Quant aux constructeurs étrangers, ils ne se contentent pas d'exporter aux États-Unis leurs véhicules. Pour contourner le protectionnisme de l'État et le chauvinisme des clients, les groupes Toyota, Honda, Hyundai, Nissan et Volkswagen y ont créé depuis longtemps des filiales qui produisent soit pour le marché intérieur, soit pour l'exportation : 17 usines et 65 000 salariés au total. En outre, Fiat a pris en 2010 le contrôle de l'un des trois groupes historiques, Chrysler.

Au bout du compte, d'après le cabinet Trade Partnership Worldwide, si les taxes sur l'acier et l'aluminium pourraient permettre la création de 92 000 emplois, elles devraient en même temps en détruire quelques 250 000 autres. Les travailleurs ne gagneront rien à la guerre économique qui s'annonce, au contraire. Ni aux États-Unis, ni ailleurs. À défaut d'une amélioration quelconque de leur situation, Trump leur vend un nationa-

Classement des dix plus importants budgets militaires
En milliards de dollars, en 2018

1 / Etats-Unis 649	**6 / Russie** 62
2 / Chine 250*	**7 / Roy.-Uni** 50
3 / Arabie saoudite 68*	**8 / Allemagne** 50
4 / Inde 67	**9 / Japon** 47
5 / France 64	**10 / Corée du Sud** 43



* Estimation

Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

Infographie : *LE MONDE*

lisme illusoire. Le populisme, la xénophobie et le racisme sont adoptés par les gouvernements aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, etc.

> *Vous ne pourriez pas croire à quel point ces migrants sont mauvais. Ce ne sont pas des gens, ce sont des animaux.* (Trump, 16 mai 2018)

C'est une marque de la putréfaction historique du mode de production capitaliste au stade impérialiste.

> *Le monde du capitalisme décadent est surpeuplé. La question de l'admission d'une centaine de réfugiés supplémentaire devient un problème majeur pour une puissance mondiale comme les États-Unis.* (Trotsky, *Manifeste de la 4e Internationale*, mai 1940)

C'est aussi la rançon des trahisons des combats révolutionnaires du prolétariat par ses vieilles et nouvelles directions « réformistes ». La crise de direction du prolétariat mondial s'accentue. L'Internationale communiste, qui était une internationale révolutionnaire de masse, est devenue un instrument de la contre-révolution dans les années 1930 en passant sous le contrôle de la bureaucratie stalinienne de l'URSS. La 4e Internationale, fondée en 1938 pour la remplacer, éclate dans les années 1950 sous l'influence du stalinisme et du nationalisme bourgeois. On trouve même en France des organisations issues du « trotskysme » (POID, POI) qui renchérissent dans la défense de la nation avec les débris du stalinisme (PCF, PRCF...) et de la social-démocratie (PS, Générations, la France insoumise...).

> *Défendre la « libération nationale »* [dans un pays impérialiste] *est une politique qui semble faite exprès pour détourner l'attention des travailleurs des problèmes fondamentaux, pour affaiblir la lutte contre le capitalisme et pour les contraindre à chercher l'ennemi principal et la cause première de leur misère hors des frontières.* (Trotsky, *La Seule voie*, 14 septembre 1932)

Le socialisme petit-bourgeois ou bourgeois (du travaillisme au stalinisme) fait passer l'étatisme en général et le protectionnisme en particulier comme progressistes alors qu'ils sont portés au paroxysme par le fascisme. Par contre, l'aile internationaliste du mouvement ouvrier a toujours combattu le protectionnisme, de la fondation de la Ligue des communistes en 1847 à la disparition de la 4e Internationale en 1951-1953.

> *Ne croyez pas qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste. On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime.* (Marx, *Discours sur le libre-échange*, 9 janvier 1848)

> *Chez les électeurs, il ne pouvait pas ne pas se manifester çà et là des tendances protectionnistes, mais fallait-il en tenir compte ?* (Engels & Marx, *Circulaire à la direction du SDAP*, septembre 1879)

> *La sociale-démocratie lutte contre le militarisme, le colonialisme, le protectionnisme douanier tout comme elle combat tout l'appareil de base de l'État de classe existant, son administration, sa législation, son système scolaire, etc.* (Luxemburg, *L'État-nation et le prolétariat*, 1908)

Ainsi, ceux qui dans le mouvement ouvrier contemporain condamnent les ravages de la « *mondialisation* » au lieu d'appeler au renversement du capitalisme et prônent comme le chef de LFI Mélenchon, un « *protectionnisme solidaire* » (sic), ou bien les partisans du Brexit en Grande-Bretagne du type CPB, SPEW et SWP, se rangent en réalité derrière les fractions les plus réactionnaires de leur bourgeoisie.

Pour l'indépendance de classe, pour la dictature du prolétariat

Ce n'est pas seulement Trump qui pose problème. Tous les gouvernements bourgeois coupent dans les dépenses qui améliorent la vie des travailleurs et dépensent de plus en plus dans l'appareil répressif de l'État (services secrets, armées, polices, prisons…).

> *Après 13 années consécutives de hausse de 1999 à 2013 et des dépenses relativement inchangées de 2012 à 2016, le total des dépenses militaires mondiales a encore augmenté en 2017. En 2017, les dépenses militaires représentent 2,2 % du produit intérieur brut mondial soit 230 dollars par personne… Les États-Unis continuent d'enregistrer les dépenses militaires les plus élevées au monde. En 2017, ils ont dépensé plus pour leurs forces armées que les sept pays les plus dépensiers suivants… La Chine a enregistré la plus forte augmentation absolue des dépenses en 2017 : 12 milliards de dollars.* (Institut international de recherche sur la paix, 2 mai 2018)

La classe ouvrière peut sauver l'humanité de la catastrophe économique, sociale, écologique et politique où mène le maintien de la bourgeoisie.

> *Avec le niveau actuel de technique et de qualification des travailleurs, il est parfaitement possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de l'humanité tout entière. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur notre planète entière de façon juste, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. Aussi longtemps cependant que les principales forces productives de la société sont détenues par des groupes, c'est-à-dire des cliques capitalistes isolées et aussi longtemps que l'État national demeure un outil complaisant aux mains de ces cliques, la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour la domination du monde, doit inévitablement assumer un caractère de plus en plus destructeur. Le pouvoir d'État et la domination de l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire.* (Trotsky, *Manifeste de la 4e Internationale*, mai 1940)

Tout dépend de la construction d'une nouvelle internationale ouvrière capable de relever le drapeau du communisme.

29 juillet 2018, CoReP, IKC, TML

CoReP/Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie, FT-VP/Brésil, IKC/Espagne, TML/Brésil

Liberté pour Shen Mengyu !

15 septembre

Depuis la mi-mai, les travailleurs de l'entreprise de matériel de soudure Jasic Technology tentent de constituer un syndicat pour améliorer leurs conditions de travail. L'usine est située dans la ville de Shenzhen, près de Hong-Kong, dans le sud de la Chine, une ville où le mouvement ouvrier est actif.

Selon les salariés, les conditions de travail se sont considérablement dégradées. Les salaires, la sécurité sociale et l'aide au logement ont été réduits. Les normes de productivité ont été augmentées sans négociation préalable. Les travailleurs affirment que l'entreprise les traite « comme des esclaves ».

En République populaire de Chine, vous n'avez le droit de vous organiser syndicalement qu'au sein du syndicat officiel.

Depuis la mi-juillet, la société Jasic a répondu par des licenciements et des violences à l'encontre des militants. La police a également réprimé les travailleurs avec des arrestations musclées. Après les mobilisations et leur répression, le 27 juillet, la police a arrêté 29 travailleurs et étudiants et les a traités avec brutalité au poste de police. Le 29 juillet, des étudiants de toute la Chine, dont ceux de l'Université de Pékin, de l'Université populaire de Chine et de l'Université de Nanjing, ont lancé un appel contre la répression. Cela a provoqué une extension du mouvement.

L'une des dirigeantes de la lutte, Shen Mengyu, a choisi de travailler en usine après avoir été diplômée de l'Université Zhongshan. Dans la nuit du 11 août, des hommes non identifiés l'ont emmenée. Elle est actuellement introuvable. Il s'agit d'une disparition forcée.

Cette mobilisation ouvrière n'est pas isolée, mais fait partie des nombreuses grèves et mobilisations de travailleurs qui se sont déroulées depuis 2000, notamment depuis 2015. On peut citer, par exemple, les grèves de Honda en 2010. Tout cela est lié aux conditions de travail misérables de la classe ouvrière en Chine, qui ont récemment été aggravées par l'action du gouvernement.

Ces mouvements sont parfois soutenus à l'intérieur du pays par certaines organisations maoïstes. C'est la seule opposition tolérée par le régime. Elles trouvent un écho dans une partie de la population en raison de la nostalgie de l'économie nationalisée et de ses proclamations égalitaires.

Mais le maoïsme est une variante du stalinisme, une mystification du marxisme qui, depuis les années 1920, a justifié la collaboration avec la bourgeoisie nationale au nom des révolutions démocratiques et de la lutte anticoloniale, agissant contre la révolution prolétarienne dans le monde entier. Rappelons que Mao a parfois collaboré avec le Guomindang bourgeois et nationaliste contre le prolétariat chinois ; que Mao, après avoir pris le pouvoir - lorsque l'État bourgeois a sombré avec le retrait des forces d'occupation japonaises - a organisé un État bureaucratique et policier semblable à celui de l'URSS stalinienne, où la bourgeoisie a été expropriée et l'économie planifiée, mais où le prolétariat n'avait ni pouvoir ni beaucoup de droits.

La bureaucratie chinoise a été, de fait, pendant des décennies, dans le camp de la bureaucratie russe et de la bourgeoisie mondiale, justifiant de nombreuses décisions contre le prolétariat sous la bannière du « marxisme-léninisme » et de « la pensée de Mao Zedong» : la répression des ouvriers allemands en 1953, des Hongrois en 1956 ; l'injonction faite au PCI de capituler face à la bourgeoisie indonésienne en 1965 ; l'accueil de Nixon en 1972 lors des intenses bombardements du Vietnam, du Laos et du Cambodge, etc.

En outre, la terrible dictature construite sous l'idéologie du maoïsme a décidé, en 1992, de réincorporer la Chine à l'économie capitaliste internationale, en maintenant son prolétariat sans aucune liberté d'organisation, d'expression, de réunion, etc. Le maoïsme est donc associé à la situation actuelle en Chine.

Il est possible que les organisations « maoïstes » tentent de prendre la tête du mouvement ouvrier naissant, de regagner des positions politiques perdues devant la fraction du PCC qui domine le gouvernement chinois actuel ou de le canaliser pour montrer son utilité en tant que parti « réformiste ». Un autre danger peut menacer ce mouvement, qu'un syndicalisme collaborationniste du type des États-Unis, de l'UE ou du Japon soit proposé. Une perspective politique de classe et révolutionnaire est nécessaire pour surmonter ces dangers.

Nous soutenons pleinement l'action des travailleurs chinois et les encourageons à s'organiser indépendamment de l'Etat et des employeurs, à se défendre contre la police et l'armée, à exproprier le capital et à constituer un pouvoir : le gouvernement ouvrier et paysan basé sur les conseils de travailleurs.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières de tous les pays à faire preuve de solidarité de manière matérielle et effective avec la lutte de la classe ouvrière chinoise pour ses revendications sociales, politiques et de travail contre l'État et les patrons.

Liberté pour Shen Meng Yu et les autres travailleurs arrêtés !

Vive le mouvement ouvrier chinois !

15 septembre 2018, CoReP, FT-VP, IKC, TML

CoReP, FT-VP/Brésil, IKC/Espagne, TML/Brésil

Brésil : front unique ouvrier et autodéfense contre le président fasciste et l'état-major !

5 novembre

Dimanche 28 octobre, a eu lieu le second tour des élections générales au Brésil. Bolsonaro, le candidat favori du capital, partisan de la dictature militaire, a remporté l'élection présentielle avec 56 % des voix. L'ensemble des partis issus de la classe ouvrière (PT-PCdoB, PDT, PSOL…) n'avait obtenu au premier tour de la présidentielle que 42 % des voix. L'abstention a dépassé 21 % des inscrits. Les votes nuls ou blancs s'élevaient à presque 10 % des suffrages. Le PSL de Bolsonaro a recueilli moins de 12 % des voix aux législatives, le PT plus de 10 %, aucun autre parti n'obtenant plus de 10 % des voix.

Bolsonaro prépare une nouvelle dictature anti-ouvrière

Le geste fétiche du candidat Bolsonaro était de simuler une exécution au révolver. Le vice-président Hamilton Mourão est un ancien général. Le nouveau président a clairement annoncé son programme : « *préparer une purge comme le Brésil n'en a jamais connu, accélérer le grand nettoyage du pays des rouges marginaux* », en finir avec le mouvement des paysans sans terre qualifié de « *terroriste* ». Il veut nommer le juge Moro, qui a destitué Rousseff et emprisonné Lula, ministre de « la Justice ». Sous couvert de lutter contre l'insécurité, Bolsonaro entend créer ses milices et lâcher la police et l'armée contre le mouvement ouvrier. Il veut autoriser le libre accès aux armes à ses partisans, il donne carte blanche aux flics et aux militaires pour abattre les criminels et les délinquants présumés. Déjà, de nombreuse agressions contre des militants du mouvement ouvrier, des homosexuels, des féministes, des Noirs, des étudiants… ont eu lieu au cours de la campagne électorale.

Si Bolsonaro souhaite se débarrasser « *des rouges* », c'est pour avoir les mains libres au compte de sa classe, la bourgeoisie. Épaulé par l'état-major, soutenu et financé par les grands groupes et les propriétaires fonciers, encouragé par l'État impérialiste du continent, Bolsonaro veut privatiser les entreprises publiques, limiter les retraites et les bourses scolaires, baisser les impôts sur les entreprises, augmenter les impôts directs, flexibiliser le travail, réduire les dépenses d'enseignement, autoriser sans entrave le pillage tous azimuts de l'Amazonie en déniant tout droit aux peuples indigènes, etc. Sa victoire attendue à l'issue du premier tour a d'ailleurs été saluée par une hausse spectaculaire de la Bourse.

La soumission de Lula et du PT à la bourgeoisie a pavé le chemin de la réaction

Comment en est-on arrivé là ? comment est-on passé de la première élection de Lula comme Président en octobre 2002 à la menace de l'écrasement du mouvement ouvrier fin 2018 ?

C'est la conséquence de la trahison de Lula et du PT, de l'acceptation de l'État bourgeois (dont la magistrature, la police, l'armée…), de la défense du capitalisme brésilien, du refus de s'en prendre aux exploiteurs (capitalistes agrariens, industriels, financiers…), des alliances gouvernementales avec des partis bourgeois (PSDB, PMDB…). Lula et le PT n'ont jamais osé armer le peuple ni commencé à exproprier les capitalistes.

La minorité capitaliste a donc conservé tout le pouvoir économique (la propriété des moyens de production, la capacité d'exploiter et de licencier) et elle a préservé l'essentiel du pouvoir politique (les corps de répression à son service).

La politique des gouvernements de type « front populaire » a fait fondre comme neige au soleil les premières mesures prises en faveur des plus pauvres à mesure que la crise capitaliste a frappé le Brésil. En 2010, la croissance économique, portée par les exportations de matières premières, est encore de 7,5 %. Elle permet, tout en préservant le capitalisme, une redistribution limitée des revenus. Mais, après l'élection de Rousseff en 2010, la croissance n'est plus que de 0,2 % en 2014, avant d'entrer en récession.

La classe dominante destitue en août 2016 la présidente élue

Avec la crise économique, la bourgeoisie brésilienne a exigé que les masses payent à sa place, tout en tolérant de moins en moins que le PT soit au gouvernement. L'argent public n'a pas manqué en 2013 pour financer les juteux travaux pour accueillir la Coupe de monde de football avec 11 milliards d'euros versés aux grandes entreprises du bâtiment, les mêmes qui aujourd'hui soutiennent Bolsonaro. Par contre, le gouvernement de collaboration de classe de Rousseff a taillé en 2015 dans le programme Bolsa Familia et dans l'Éducation publique, a libéralisé la déforestation...

Au contraire de ce que font mine de croire les dirigeants des partis « réformistes » du monde entier quand ils accèdent au pouvoir, la bourgeoisie, bien loin de restreindre ses prétentions en remerciement des concessions qui lui sont faites, s'en nourrit au contraire pour préparer sa contre-offensive.

Le PT a-t-il réussi à se concilier l'état-major en augmentant le budget de l'armée de 42 % ? A-t-il réussi à amadouer les Églises évangélistes lorsqu'elle s'était engagée, entre les deux tours de l'élection d'octobre 2010, à ne pas légaliser l'avortement et le mariage homosexuel ? Le

PT a-t-il réussi à faire du PMDB, du PP, du PRB, des alliés fidèles en les incluant dans le gouvernement et en nommant Temer, du PMDB, vice -Président au côté de Dilma Rousseff ? Ces partis ont fomenté en 2016 le coup d'État à froid aboutissant à la destitution de Rousseff, à son remplacement par Temer, à la procédure pour interdire à Lula de se représenter et finalement le jeter en prison ! Pourtant, le PT et le PCdoB ont noué avec un parti du même genre une coalition électorale en 2018, le PROS.

C'est bien la bourgeoisie, ses grandes entreprises, ses dirigeants, qui depuis des lustres surfacturent, achètent des passe-droits pour mener de gigantesques opérations notamment de travaux publics. Et c'est encore la bourgeoisie, son État, sa justice qui monte l'opération Lava Jato, censée faire la lumière sur la corruption dans laquelle les élus de tous bords trempent allègrement, mais concentre ses coups sur le seul PT et ses dirigeants.

Sous la devise nationaliste et cléricale qu'il a apprise à l'armée, *« Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous »*, l'ancien militaire médiocre et député marginal Bolsonaro peut se poser alors en champion de la lutte contre la corruption, d'autant que l'essentiel des médias privés qui appartiennent à quelques familles tiennent le haut du pavé et lui emboitent le pas. Le front populaire, comme en France en 1936-1937, en Espagne en 1936-1938, au Chili en 1971-1973… a frayé la voie à la réaction, a éloigné une partie des masses du PT et a permis le succès électoral de Bolsonaro.

Mobiliser tous les exploités et tous les opprimés contre la réaction

En 2016, la classe ouvrière et la jeunesse du Brésil ont subi une défaite, ce que confortent les élections générales de 2018, mais elles ne sont pas écrasées. Leur volonté et leur capacité de mobilisation restent fortes comme ils l'ont démontré en 2016 et aussi en 2018 comme l'ont montré les femmes mobilisées sous le slogan *#EleNão*. Les travailleurs et les étudiants peuvent empêcher le pire, la fin des libertés démocratiques, la répression de masse, l'interdiction de ses organisations.

À condition de s'organiser sur un axe clair : indépendance de la classe ouvrière, unité de tous les exploités et opprimés autour de la classe ouvrière ! Or, le PT ne tire aucune leçon et veut continuer à paralyser les travailleurs en leur faisant espérer dans tel ou tel secteur des exploiteurs.

La direction de la principale confédération syndicale, la CUT, a appelé le 28 octobre à *« l'unité des forces démocratiques-populaires »*. Les principaux responsables de la défaite de 2016, les chefs du PT réunis le 31 octobre, dans la panique, poursuivent dans la soumission et veulent élargir l'alliance réalisée avec le PROS à *« tous les démocrates »* pour constituer un *« front de résistance démocratique »*. Haddad, le candidat du PT à la présidentielle, déclare qu'il veut *« représenter une opposition qui place les intérêts de la Nation au-dessus de tout »*, reprenant curieusement ainsi la lettre même du slogan de Bolsonaro ! Les « intérêts de la nation » signifient précisément la poursuite de la politique d'alliance avec la bourgeoisie, bras dessus bras dessous, qui toujours enchaîne le prolétariat à sa propre exploitation, à sa propre oppression.

Le PT, le PCdoB, le PSOL… prêchent le pacifisme, ce qui revient à laisser les mains libres à Bolsonaro, à l'état-major, aux flics, aux hommes de main des latifundiaires.

Dans le monde entier, les bourgeoisies mènent l'offensive contre les conquêtes du mouvement ouvrier telles qu'elles ont été obtenues dans chaque pays : santé publique, enseignement public, sécurité sociale, retraites, garanties juridiques contre les licenciements abusifs, les limites au temps de travail, les conventions collectives, etc. Partout, les gouvernements adoptent des lois qui taillent dans les libertés et les droits démocratiques qui sont aussi des conquêtes décisives de la lutte du mouvement ouvrier contre le capital. Le gouvernement américain impose un nouveau blocus à l'Iran. Le gouvernement turc déclenche à nouveau la guerre contre les Kurdes. La tendance générale est au militarisme, aux États forts et au renforcement consécutif des corps de répression.

Le saut est qualitatif. Le renversement de Rousseff et la victoire électorale de l'armée déguisée en civil s'inscrivent dans le sillage de l'élection d'al-Sissi, de Trump et de Duterte, du gouvernement Salvini-Di Maio et du gouvernement Modi, de régimes islamistes au Pakistan, en Iran et en Turquie, du référendum pour le Brexit…. Partout dans le monde, des fractions de la bourgeoisie basculent dans la religion, la xénophobie, le protectionnisme, la destruction accélérée de l'environnement, la haine des migrants, l'anti-socialisme pour maintenir à tout prix la propriété privée et le règne du profit.

Contre la barbarie qui monte, il faut que le prolétariat rouvre la voie de la lutte contre le capitalisme, du pouvoir des travailleurs, du socialisme.

L'indispensable lutte de la classe ouvrière, des paysans travailleurs, de la jeunesse étudiante, des habitants des bidonvilles, des Amérindiens, des conscrits… implique d'abord l'indépendance de classe.

Unité des organisations de travailleurs CUT, CTB, CSP-Conlutas, PT, PSOL, PCdoB, PSTU, PCB, PCO… pour réaliser immédiatement le front unique ouvrier !

Création et centralisation de comités d'autodéfense dans les entreprises, les quartiers, les favelas, à la campagne, dans les écoles, dans les universités, les régiments… ! Préparation de la grève générale !

Toutes les libertés démocratiques ! Libération de Lula !

Aucune proposition syndicale à Bolsonaro ! Défense de la sécurité sociale et de toutes les conquêtes sociales ! Toutes les revendications ouvrières ! À bas Bolsonaro et le gouvernement militaire ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan issu de la mobilisation !

Construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du Parti bolchevik dans tout le pays !

5 novembre 2018, CoReP, FT-VP, IKC, TML

Illustration de la *Lettre de la Commune* du 13 avril 2018. Le GLC accrédite l'illusion qu'une campagne de boycott de produits israéliens par les consommateurs (BDS) pourrait abattre le mur, sinon l'État sioniste lui-même.

GMI/France

Lettre au GLC/France sur la Palestine

27 janvier

Chers camarades du groupe La Commune pour un parti des travailleurs,

Nous avons bien reçu votre lettre du 19 janvier.

Elle fait suite à la proposition du 29 décembre du Groupe marxiste internationaliste à d'autres organisation françaises qui se réclament de l'internationalisme prolétarien (CLAIRE, GLC, GCPOR, gRév…) de discuter du projet de déclaration internationale rédigé par le bureau du CoReP à propos de la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël [*Révolution permanente*, 2017, p. 18-21].

Vous avez été le seul groupe à répondre. Le 30 décembre, vous avez expliqué que, en tant qu'adhérent au MSTQI [d'origine pabliste-moréniste, aujourd'hui renommée LIS], le CN du GLC ne pouvait pas s'associer à une autre organisation internationale comme le CoReP. À notre connaissance, il n'y a pas de déclaration du MSTQI sur cet événement, alors même que vous soutenez qu'il a suscité un soulèvement palestinien.

Le 9 janvier, le GMI a soumis au GLC et à la ROR un projet de déclaration communiste internationaliste adapté à la France, dénonçant notre propre impérialisme (et nos sociaux-impérialistes). À ce jour, la ROR n'a pas répondu à cette proposition. Vous suggérez de la raccourcir considérablement. Nous acceptons car un pas en avant commun vaut mieux qu'une déclaration exhaustive. Les parties qui subsistent semblaient recevoir, globalement, votre assentiment. Nous vous proposons donc d'adopter ou d'amender.

Vous reprochiez trois choses à notre projet :

1. le front unique s'opposerait à dire la vérité sur les partis bourgeois palestiniens,

2. les communistes internationalistes ne pourraient pas se prononcer sur la construction d'un parti de type bolchevik ni la perspective d'une fédération socialiste du Proche-Orient,

3. il y aurait un soulèvement en cours en Palestine.

Programme minimum ou programme transitoire ?

À l'appui de votre lettre, vous invoquez *« notre programme fondamental »* en évoquant le programme de transition adopté par feue la 4e Internationale en 1938. À proprement parler, il n'a jamais constitué le *« programme fondamental »* des communistes internationalistes.

> *Je souligne qu'il ne s'agit pas encore du programme de la 4e Internationale. Le texte ne contient ni la partie théorique, c'est-à-dire l'analyse de la société capitaliste et de son stade impérialiste ni le programme de la révolution socialiste proprement dite. Il s'agit d'un programme d'action.* (Trotsky, *Lettre à Rudolf Klement*, 12 avril 1938)

En amont de la conférence de 1938, la 4e Internationale reposait sur les premiers congrès de l'IC et le programme

de l'OGI. En aval de la conférence de 1938, elle précisa sa propre stratégie lors de sa conférence d'alarme de 1940.

> *La 4e Internationale bâtit son programme sur les fondements théoriques de granit du marxisme. Elle rejette le méprisable éclectisme qui domine maintenant les rangs de la bureaucratie ouvrière officielle des différents camps et qui sert très souvent de masque à sa capitulation devant la démocratie bourgeoise. Notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat.* (QI, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940)

L'Internationale ouvrière séparait programme minimum et programme maximum. Il est revenu à l'Internationale communiste, intervenant dans l'époque des guerres et des révolutions, de distinguer clairement stratégie et tactique. La participation aux élections, l'Assemblée constituante (dans des pays coloniaux ou fascistes), l'entrisme (dans des partis prétendant rassembler toute la classe ou des partis ouvriers évoluant vers la gauche), le « parti ouvrier » (dans des pays à syndicalisme combatif mais dépourvus de parti ouvrier), le front unique ouvrier ne sont que des tactiques dont certaines ne sont même pas mentionnées dans le manifeste de 1940, ni même le programme d'action de 1938. Par contre, l'armement du prolétariat (la milice ouvrière), les organes d'auto-organisation (les soviets) et l'internationale ouvrière révolutionnaire (des partis de type bolchevik) sont stratégiques.

> *Pour un marxiste, la politique de front unique n'est qu'une des méthodes utilisées au cours de la lutte de classe. Dans certaines conditions, cette méthode ne vaut rien.* (Trotsky, *La Seule voie*, 14 septembre 1932)

> *Les mots d'ordre démocratiques peuvent, à certains moments, jouer un rôle énorme. Mais les formules de la démocratie ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie.* (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938)

Les opportunistes (Pablo, Lambert, Moreno, Grant, Healy…) ont toujours réduit le programme de la 4e Internationale au programme de 1938 qui était, quelle que soit son importance, surtout un programme d'action international. Le procédé complémentaire était d'édulcorer ce programme de transition en rabâchant quelques passages isolés tout en censurant le reste (en particulier les milices ouvrières, l'insurrection, la dictature du prolétariat).

Le cas échéant, les révisionnistes ont ranimé des orientations de l'IC rendues caduques par la révolution chinoise (le front uni anti-impérialiste de Radek et Zinoviev ressuscité par Pablo au « 3e congrès mondial » en 1951) ou de l'OGI dépassées après la victoire du nazisme et l'extermination des opposants (redresser les partis communistes et réformer l'URSS, au même congrès).

Il s'agissait de couvrir leur renoncement au bolchevisme-léninisme et de justifier leur pratique opportuniste. Pour les révisionnistes, la bureaucratie stalinienne, la bourgeoisie nationaliste des pays dominés, les islamistes… étaient censés accomplir, à la place du prolétariat conscient, les premiers pas vers la révolution. Logiquement, ces courants ont plus d'une fois rejoint des partis bourgeois ou ont forgé eux-mêmes des organisations quasi-réformistes (en France, aujourd'hui : NPA, Ensemble, POID, POI), deux choses étrangères au programme communiste.

La révolution permanente s'oppose au front uni anti-impérialiste

Les centrismes post-trotskystes ne capitulent pas toujours devant la même fraction de classe ou devant le même appareil, ce qui explique tant leurs disputes que leurs zigzags sans principe. Dans le cas de Moreno, les substituts à l'internationale ouvrière révolutionnaire furent successivement le Mouvement justicialiste de Perón, le PCCh de Mao, le M17J de Castro, l'OLP d'Arafat…

> *Pour nous, l'OLP représente l'organisation étatique sui generis laïque, démocratique et non raciste, de la nation palestinienne en guerre. C'est presque un État : c'est un front uni englobant tout le mouvement palestinien en lutte pour reconquérir sa patrie et redevenir un État.* (Moreno, *Polémica sobre Medio Oriente*, septembre 1982)

Moreno faisait disparaître les classes. Il s'en remettait à l'OLP. Or, l'OLP n'avait rien à voir avec un front unique ouvrier puisque, sous la domination du Fatah bourgeois d'Arafat, elle ne comptait aucune organisation ouvrière. Elle était un parti bourgeois de part en part.

Depuis le début de la colonisation sioniste, la bourgeoisie arabe, qu'elle soit politiquement panarabe ou panislamiste, s'oppose à la colonisation sioniste et à l'existence d'Israël sur une base parfois antisémite, toujours opposée à la stratégie du prolétariat mondial comme l'indiquaient correctement le secrétariat international de la 4e Internationale en 1947 et la section palestinienne en 1948.

Pour Grant, Lambert, Moreno et compagnie, s'il fallait résumer la substance de leur politique en deux mots, ce serait : démocratie et anti-impérialisme. S'il fallait résumer notre programme en deux mots, ce serait dictature du prolétariat.

> *Nous sommes pour les revendications démocratiques, nous sommes les seuls à combattre pour elles sans hypocrisie, car la situation objective ne permet pas de les poser autrement qu'en liaison avec la révolution socialiste.* (Lénine, *À propos du programme de paix*, 25 mars 1916)

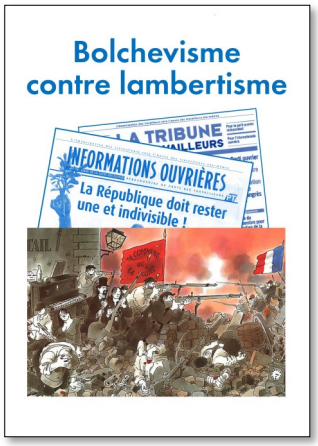
À l'époque impérialiste, il n'y a plus de révolution démocratique possible

La destruction de la 4e Internationale voici plus d'un demi-siècle oblige à tirer les leçons des capitulations des révisionnistes du trotskysme et liquidateurs de la 4e Internationale devant le nationalisme bourgeois panarabe et l'islamo-fascisme perse. Le Collectif révolution permanente n'a jamais rejeté les mots d'ordre démocratiques (les derniers exemples étant sa déclaration de décembre 2017 sur la Palestine et sa déclaration de janvier2018 sur l'Iran), mais ils les inscrit dans la révolution permanente.

> *La lutte pour l'indépendance nationale des colonies n'est, du point de vue du prolétariat révolutionnaire, qu'une étape transitoire sur la route qui va plonger les pays arriérés dans la révolution socialiste internationale. La 4e Internationale ne dresse pas de cloison étanche entre pays arriérés et avancés, révolution démocratique et socialiste. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De même que l'unique force authentiquement révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression, sociale ou nationale, est celui de la révolution permanente.* (QI, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale,* 1940)

Un État bourgeois démocratique sur le territoire de l'ancienne province palestinienne de l'Empire ottoman est une utopie réactionnaire. La révolution ne pourra être accomplie qu'au moyen de soviets au détriment des frontières d'Israël, des «territoires palestiniens », de la Jordanie, du Liban, de la Syrie, etc.

> *Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux soviets, qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme a priori. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des soviets est le couronnement du programme des revendications transitoires.* (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938)



Aux soviets de la région correspondront forcément le(s) gouvernement(s) ouvrier(s) et paysan(s) ainsi que la fédération socialiste du Proche-Orient.

> *L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ne pourront s'arracher à l'arriération et à l'esclavage qu'en unissant leurs États dans une fédération puissante. Mais ce n'est pas la tardive bourgeoisie sud-américaine, agence vénale de l'impérialisme étranger, qui sera appelée à résoudre cette tâche, mais le jeune prolétariat sud-américain, dirigeant choisi par les masses opprimées. Le mot d'ordre, dans la lutte contre la violence et les intrigues de l'impérialisme mondial et contre la sanglante besogne des cliques indigènes compradores est donc : États-Unis soviétiques de l'Amérique centrale et du Sud.* (LCI, *Contribution à la discussion avec l'OSP, le RSP et le SAP*, juin 1934)

Il n'y aura pas de résolution progressiste de la question nationale palestinienne par la seule mobilisation des Palestiniens, sans la construction de partis ouvriers révolutionnaire permettant au prolétariat de prendre la tête des mobilisations populaires.

> *Cependant, les soviets, par eux-mêmes, ne tranchent pas la question. Selon le programme et la direction, ils peuvent servir à diverses fins. Un programme est donné aux soviets par le parti. Si les soviets, dans les circonstances d'une révolution - et, hors d'une révolution, ils sont généralement impossibles - s'emparent de toute la classe, à l'exception des couches tout à fait arriérées, passives ou démoralisées, le parti révolutionnaire est à la tête de la classe. Le problème de la conquête du pouvoir ne peut être résolu que par la combinaison du parti avec les soviets ou bien avec d'autres organisations de masses équivalant plus ou moins aux soviets.* (Trotsky, *Histoire de la révolution russe,* 1930-1932)

Ne pas se censurer soi-même sous prétexte de front unique

Un des passages les plus surprenants de votre lettre du 19 janvier est le suivant :

> *Mais, dirions-nous, il y a temps pour tout. A cette étape, nous pensons que la dénonciation du Hamas et du Fatah dans le cadre d'un appel pour le front unique ouvrier affaiblirait cet appel. Nous pensons que l'on ne peut inféoder le combat pour le front unique à une condamnation du Fatah et du Hamas même au nom d'une caractérisation correcte de ce ces deux « mouvements ». La cible, c'est Trump-Macron.*

Nous n'avons rien *« inféodé »* du tout. Le texte que vous a soumis le GMI le 9 janvier n'est en aucun cas un projet de plateforme commune des partis et syndicats de la classe ouvrière de ce pays. Comme nous l'avions clairement annoncé, ce projet était l'adaptation à la France de la résolution internationale sur la Palestine (adoptée par le CoReP, PD/Turquie et la FLT/Brésil). Il prenait, entre autres, position pour le front unique ouvrier dans ce pays en défense des Palestiniens.

Votre posture revient à se plier aux positions du PS, du PCF et de LFI : feu sur Trump et Macron, silence sur Abbas et Haniyeh ! Il y aurait *« un temps »* pour taire la vérité, et c'est maintenant. Il y aura, peut-être, *« un temps »* pour que le MSTQI [LIS] et le GLC se décident à dire la vérité.

Si vous étiez conséquents, il faudrait jeter par-dessus bord de plusieurs années d'efforts de Trotsky, de l'Opposition de gauche internationale de l'IC. Avec l'IKD/Allemagne elle a dénoncé les politiques criminelles des chefs syndicaux, des directions du SPD et du KPD tout en préconisant le front unique contre le danger fasciste.

> *Les chefs sociaux-démocrates proposent au Parti communiste un « pacte de non-agression ». Ayant lu pour la première fois cette phrase, j'ai pensé que c'était une plaisanterie.* (Trotsky, *Entretien avec un ouvrier social-démocrate à propos du front unique de défense*, février 1933)

L'ABC du front unique ouvrier, c'est de distinguer la critique des communistes internationalistes de l'éventuel accord pour l'action des organisations ouvrières de masse. La politique des communistes internationalistes doit être de toute façon déployée complètement aux yeux des travailleuses et des travailleurs, que les directions acceptent de réaliser le front unique ou qu'elles s'y refusent.

> *Tout en se soumettant à la discipline de l'action, les communistes doivent absolument se réserver le droit et la possibilité d'exprimer, non seulement avant et après, mais encore pendant l'action, leur opinion sur la politique de toutes les organisations ouvrières sans exception.* (IC, *Thèses sur l'unité du front prolétarien*, 1922)

Ne pas se griser de phrases

Les opportunistes sont empiristes avec le programme, mais dogmatiques avec la réalité. Les liquidateurs de la 4e International ont pour coutume de mystifier complètement les situations concrètes. Chaque variante du révisionnisme tente de faire entrer de force la réalité dans son schéma. En particulier les morénistes, les lambertistes et les grantistes prétendent, au fil des décennies, que le capitalisme va à tout moment à la catastrophe, que la crise ne fait que s'approfondir, que de vieilles bureaucraties ou de nouveaux mouvements sont poussés inexorablement de l'avant…

> *Les théories consolatrices qui contredisent les faits relèvent de la religion et non de la science ; or la religion est l'opium du peuple.* (Trotsky, *Critique du programme de l'IC*, 1928)

Aujourd'hui, à Jérusalem, en Cisjordanie et à Gaza, le *« cours réel des événements »* (la faiblesse puis la disparition de la mobilisation des masses palestiniennes) invalide toute illusion sur la possibilité aujourd'hui, pour deux organisations de notre taille, d'imposer le front unique ouvrier en France sur cette question. D'ailleurs, si c'était possible, le GLC l'aurait entrepris sans nous.

Votre réponse du 19 janvier soutient qu'il y a eu et qu'il y a toujours un soulèvement en Palestine contre la décision de l'État américain.

> *L'affirmation selon laquelle « il n'y a pas eu de soulèvement général » nous semble péremptoire.*

Vous ne citez, comme preuve, que ceci :

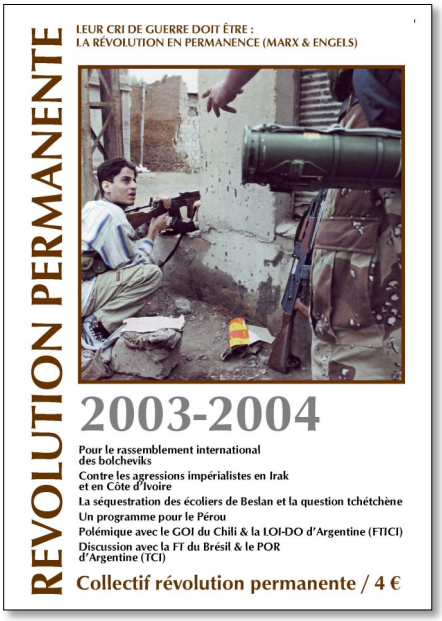
> *Ainsi pas plus tard qu'aujourd'hui, Mahmoud Abbas se voit contraint d'annoncer : « Aujourd'hui, c'est la fin des accords d'Oslo ».*

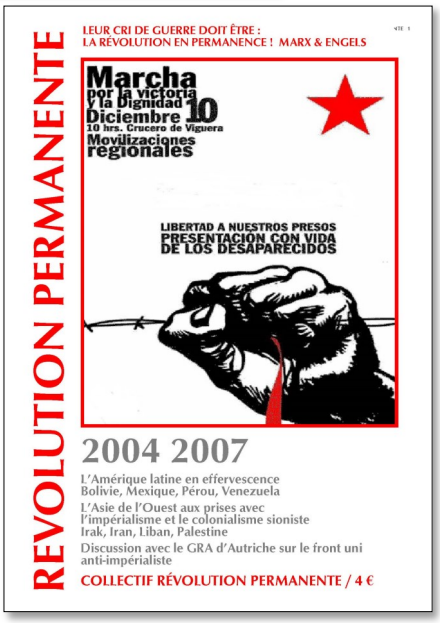
Autrement dit, a) il y aurait un soulèvement des masses palestiniennes en cours le 19 janvier ; b) l'OLP reflète ce mouvement.

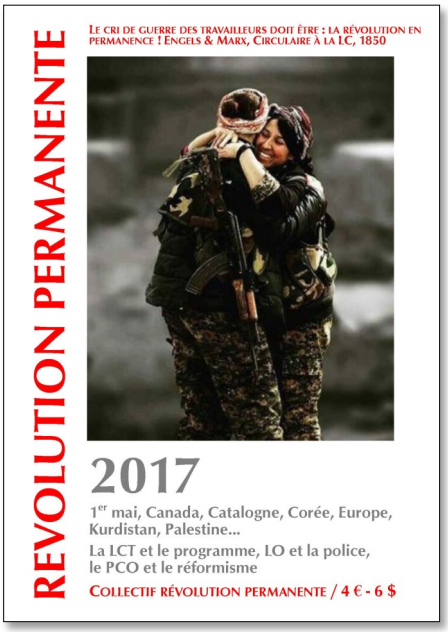
En fait, l'Autorité palestinienne n'a aucunement rompu les accords d'Oslo. La dérisoire menace d'Abbas s'explique par la décision de Trump du 6 décembre et son chantage, le 4 janvier, aux subventions américaines à l'Autorité palestinienne.

> *Le président palestinien Mahmoud Abbas a qualifié dimanche l'offre de paix du président américain Donald Trump de « claque du siècle »… Abbas a également affirmé qu'Israël avait mis fin « aux accords israélo-palestiniens d'Oslo sur l'autonomie palestinienne signés en 1993. »* (*Le Figaro*, 15 janvier 2018)

> *Frustré, isolé, se sentant trahi par les pays arabes, le « raïs » s'est exprimé en ouverture du conseil national de l'OLP, le 14 janvier. Il a dénoncé la « claque du siècle » que représenterait le plan de paix fomenté en secret par l'administration américaine.* (*Le Monde*, 17 janvier 2018)







Les manifestations en Palestine, assez réduites, étaient alors insignifiantes. Il est facile, pour qui veut savoir, de s'en rendre compte, *« d'appréhender dans l'espace et le temps »*. Il y a toujours des journalistes dans cette partie du monde et ils étaient en grand nombre à Jérusalem les jours qui ont suivi la déclaration de Trump. Tous ont témoigné qu'il n'y a pas eu de soulèvement de masse, au contraire de « l'Intifada » spontanée de 1987 et du début de celle de 2000, qui virent des centaines de milliers de personnes se dresser contre Israël.

> *Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans la bande de Gaza dirigée par le mouvement Hamas, et des milliers à Jérusalem et en Cisjordanie occupée vendredi à la sortie de la prière musulmane hebdomadaire, selon des journalistes sur place.* (*Le Monde,* 15 décembre 2017)

Fin décembre, les protestations sont passées de quelques milliers à quelques centaines.

> *Des centaines de Palestiniens ont à nouveau manifesté et lancé des pierres sur les forces d'occupation israéliennes mercredi à travers les Territoires palestiniens pour protester contre la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël.* (*Huffington Post Algeria*, 20 décembre 2017)

Inventer en janvier 2018 un soulèvement en cours en Palestine est aussi invraisemblable qu'annoncer en octobre 2017, après la défaite du mouvement contre la loi travail, le début de la révolution grâce aux menées contre-révolutionnaires de policiers.

Les communistes s'opposent à l'empirisme (et à sa haine de *« l'abstraction »*), mais ils respectent les faits.

> *La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir.* (Trotsky, *Lettre ouverte à la rédaction de La Vérité*, 5 août 1929)

Conclusion

Nous nous étions adressés à vous, en vain, pour combattre ensemble pour la grève générale quand la conjoncture le permettait et le nécessitait. Nous vous avons invités, en vain, à notre dernière conférence nationale. Face aux nouvelles attaques contre les droits nationaux des Palestiniens, vous avez perdu l'occasion de dire à chaud la vérité aux exploités et aux opprimés. Au moins, disons aujourd'hui ensemble la vérité sur notre propre bourgeoisie.

Avec notre salut bolchevik-léniniste,

27 janvier 2018
Direction nationale du Groupe marxiste internationaliste (section française du CoReP)

Note

Le projet, finalement rejeté par le GLC, a été publié dans *Révolution communiste* n° 27 sous le titre « Macron, complice de Netanyahou ».

IKC/Espagne

Déclaration de fondation

22 février

Internaciema Kolektivista Cirklo (Cercle collectif internationaliste, IKC) est un projet de groupe politique visant à faire avancer en théorie et en pratique la construction d'une organisation ouvrière révolutionnaire qui lutte pour mettre fin à la barbarie capitaliste et parvenir à une société socialiste sans classes. Nous militons pour un modèle social basé sur la démocratie ouvrière des conseils ouvriers fédérés, sur la solidarité et l'internationalisme prolétarien, où il n'y aura plus jamais place à la discrimination pour des raisons économiques, sexuelles ou d'orientation sexuelle, ethnique, culturelle ou autre. La construction d'une organisation ouvrière révolutionnaire internationale est, à cet égard, indispensable.

Les conceptions politiques que nous adoptons s'appuient autant sur l'analyse matérialiste, dialectique et scientifique de la réalité sociale que sur les expériences historiques révolutionnaires du prolétariat, c'est-à-dire sur le marxisme. Par conséquent, nous ne croyons à aucune orthodoxie obligatoire mais à la richesse de la pensée rationnelle et libre qui se développe et s'enrichit dans le débat démocratique entre égaux pour parvenir à une compréhension commune de la réalité et à l'unité d'action pour la transformer. Le débat entre égaux passe par un effort individuel de formation.

Au niveau programmatique général, voici les positions qui nous unissent :

1. Prolétariat et bourgeoisie

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte de classes antagoniques. Cette lutte de classe n'a pas été abolie par le capitalisme. Dans la phase impérialiste actuelle du capitalisme, les antagonismes de classe ont été simplifiés en deux camps ennemis principaux, le prolétariat et la bourgeoisie. La bourgeoisie possède les moyens de production, de distribution ainsi que la richesse morte accumulée de toute la société ; l'autre classe, le prolétariat, ne possède que sa force de travail, essentielle pour créer cette richesse, la renouveler et l'augmenter.

Par conséquent, la seule classe sociale qui peut renverser le capitalisme est le prolétariat. Celle-ci est constituée sociologiquement par les travailleurs qui ne sont pas propriétaires des moyens de production, les chômeurs et les retraités. La bourgeoisie et le prolétariat s'affrontent dans une lutte de classe permanente.

2. Classe et parti

La conscience de l'exploitation est nécessaire pour que le prolétariat devienne le protagoniste du changement social. La lutte des classes, l'organisation et la conscience de classe sont trois éléments inséparables qui se nourrissent les uns les autres et mettent la classe ouvrière en position de mener la construction d'une nouvelle société.

Le capitalisme ne peut être renversé que par un mouvement social profond : le prolétariat devenant, après sa victoire, l'élément moteur du processus de disparition des classes. Grâce à l'expérience, à la réflexion et à la théorie, nous savons que l'existence d'organisations politiques révolutionnaires, avec des approches stratégiques et tactiques claires, travaillant au sein des organisations de masse de la classe (syndicats et conseils ouvriers, de manière générique), est décisive dans la lutte pour le changement social. Un parti ne peut pas remplacer la classe ; mais la classe ne peut pas faire face à une tâche aussi consciente, ni individuellement ni collectivement, sans partis ou organisations révolutionnaires. Ceux-ci doivent apporter une compréhension collective en analysant la réalité sociopolitique, établir un programme de lutte et des positions politiques, apprendre de l'expérience immédiate et historique à diriger les luttes partielles vers l'objectif final de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Les partis et les organisations de classe doivent avoir une structure et des valeurs qui préfigurent et annoncent

celles de la société que nous voulons, mais ils doivent aussi nous permettre de répondre aux exigences de la situation concrète particulière de chaque classe ouvrière face à chaque État bourgeois particulier. Le parti révolutionnaire n'est pas la société future, c'est l'outil de lutte contre la bourgeoisie et son État, ici et maintenant.

3. Socialisme

La perspective générale de la société future que nous voulons construire : un socialisme basé sur la démocratie ouvrière, sur des conseils ouvriers élus et révocables à tout moment. Une république mondiale des conseils ouvriers qui sera l'opposé du monstre des dictatures nationales staliniennes et populistes qui ont souillé le nom de socialisme tout au long des 20e et 21e siècles.

4. Démocratie

La démocratie des conseils ouvriers que nous avons comme projet de société devra reposer sur un régime interne véritablement démocratique. Elle devra être dotée des libertés d'expression, de critique, de tendances, de partis, etc., pour le prolétariat, tout en maintenant l'unité d'action de toutes ses composantes indispensable sur le plan économique et dans la lutte contre les classes ennemies. Nous nous réclamons principalement des expériences historiques de la Commune de Paris (1871), du pouvoir des soviets de la Révolution russe (1917) et du pouvoir des comités de la situation révolutionnaire dans l'État espagnol (1936).

5. État

L'État capitaliste est le produit de l'évolution des anciennes formes d'État qui protégeaient la société de classes : l'État esclavagiste et l'État féodal. L'État apparaît avec la société de classes, produit de la différenciation sociale au sein du communisme primitif. L'État capitaliste ou simplement l'État actuel est l'organisation dont dispose la bourgeoisie pour garantir que la société fonctionne à son compte. La bourgeoisie contrôle le pouvoir législatif qui vote les lois, le pouvoir exécutif qui gère les ressources et la répression et le pouvoir judiciaire qui réprime les infractions. Tout cela sous prétexte de servir l'intérêt commun. Le monopole de la violence est l'essence de l'État. Les instruments qui garantissent en dernier ressort le maintien de l'ordre bourgeois et les privilèges de la classe dirigeante sont les corps répressifs (policiers et assimilés) ainsi que l'armée. La société que nous voulons créer fera disparaître cette structure oppressive – en même temps que les classes sociales - libérant l'administration des affaires publiques de son caractère d'outil de domination d'une classe sur une autre.

6. Collectivisme

Le collectivisme est le nom que nos grands-parents - dans une partie significative de l'État espagnol - ont donné à la gestion collective, sous un régime de démocratie ouvrière, des terres, des usines et de toutes sortes d'entreprises bourgeoises expropriées pendant le processus révolutionnaire de 1936-37.

Pour nous, le collectivisme, au sens large, est une structure politico-sociale fondée sur le pouvoir des conseils ouvriers fédérés, qui adopte des lois et prend des décisions gouvernementales sur la base de la démocratie ouvrière. Une structure qui se dote d'un système de planification et de distribution économiques.

Le terme de collectivisme, désigne, au sens strict, un projet de nouvelle organisation de la production qui assurera le fonctionnement économique de la société sur la base de la disparition de la propriété privée des moyens de production. Il fonctionnera grâce au moyen de collectifs de travaux dirigés par les travailleurs eux-mêmes et établira démocratiquement une planification économique et stratégique pour répondre aux besoins réels de la population.

Un système qui inclura des formes de distribution de produits et services allant de la gratuité à la rétribution en fonction de l'efficacité de l'heure moyenne du travail et qui conduira progressivement la société vers un communisme authentique, où chacun recevra selon ses besoins et contribuera selon ses moyens.

Le collectivisme est donc une autre façon d'appeler le socialisme, qui présente l'avantage d'éviter la confusion avec les courants réformistes qui se sont adaptés au capitalisme (social-démocratie, stalinisme et toutes leurs variantes).

7. Internationalisme

Notre objectif politique, social et économique est universel, tout comme le prolétariat et le capitalisme eux-mêmes. Nous proclamons le principe de l'unité et de la solidarité du prolétariat par-delà les frontières et les intérêts de toute fraction de la bourgeoisie de tout pays. Nous défendons, par conséquent, la nécessité pour l'organisation révolutionnaire internationale de préparer les conditions nécessaires pour coordonner et diriger la révolution à l'échelle mondiale.

Nous revendiquons l'héritage des acquis théoriques et de l'expérience révolutionnaire des internationales ouvrières internationales avant leur disparition (la première) ou leur dégénérescence (toutes les autres).

L'internationalisme nous pousse à intégrer à notre programme la défense d'une langue internationale neutre (actuellement, l'espéranto) et la renforcer dans tous les groupements locaux, nationaux et internationaux.

8. Nations et nationalisme

Les nations sont un produit de l'évolution historique. Dans le capitalisme, elles ont été la base de la création d'États, entités du pouvoir de la classe capitaliste autochtone. Ces États ont opprimé et oppriment les nations soumises ou voisines. La lutte contre cette oppression pose un grave problème aux prolétariats de la na-

tion dominante comme de l'opprimée, parce qu'elle peut les opposer et les diviser. La lutte contre l'oppression nationale doit donc être soigneusement inscrite dans une approche générale d'internationalisme prolétarien et d'indépendance de classe à l'égard des deux bourgeoisies.

Le nationalisme est particulièrement dangereux dans les nations dominantes qui s'en servent pour obtenir un soutien interclassiste à leur politique expansionniste, prédatrice et de défense de leurs privilèges. Mais il est aussi particulièrement trompeur et contraire aux intérêts du prolétariat de la nation opprimée, car c'est l'idéologie avec laquelle la bourgeoisie cherche à constituer un front interclassiste, qui finit toujours au compte des objectifs politiques de la bourgeoisie de la nation conquise ou de la nation dominante, ou des deux, mais jamais au profit du prolétariat ou des autres classes laborieuses.

9. Indépendance de classe

Les expériences historiques montrent que toutes les approches interclassistes à quelque niveau que ce soit mènent à la renonciation aux objectifs de la classe ouvrière et, par conséquent, au maintien de l'ordre bourgeois. La classe qui doit faire la révolution et construire la nouvelle société est le prolétariat entraînant à sa suite les autres classes laborieuses et les secteurs sociaux opprimés. Nous ne devons jamais oublier que la bourgeoisie, du fait de sa position économique et sociale, est toujours l'ennemie du prolétariat. Dans les questions générales qui peuvent concerner « toute la société » (par exemple, l'oppression des cultures nationales, des femmes, le racisme, la destruction de la planète...) il y a toujours deux réponses de classe différentes et elles sont opposées.

L'indépendance de classe a comme complément obligé la défense de l'indépendance de toutes les organisations ouvrières vis-à-vis de l'État ou de toute entité liée aux intérêts du capital, notamment les institutions religieuses. Dans le cas contraire, le mouvement est intégré à l'État bourgeois. Par l'intermédiaire de ses cadres, de son financement, de son idéologie elle-même, etc., la bourgeoisie récupère le mouvement et annihile sa capacité à lutter. Ce principe de base a été historiquement vérifié de nombreuses fois.

10. Programme et praxis

L'intervention d'un groupe dans son propre environnement immédiat (le territoire de l'État bourgeois auquel il s'affronte) est conditionnée par des circonstances locales et historiques spécifiques. La praxis correcte d'une organisation politique prolétarienne doit partir de l'analyse dialectique de ces conditions (économiques, politiques, sociales, luttes et relations entre classes, etc.). Cette analyse effectuée, le programme intégrera des propositions cohérentes qui, partant de la conscience et des besoins immédiats/actuels de la classe ouvrière, aideront les masses à trouver le chemin entre leurs revendications et le programme de la révolution socialiste qu'elles auront à réaliser lorsqu'elles conquerront le pouvoir.

Les grands axes de ces propositions incluront : la répartition du travail par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, jusqu'à la disparition du chômage ; l'expropriation sous contrôle ouvrier des éléments stratégiques du fonctionnement de l'économie capitaliste ; la suppression de toute législation répressive et de limitation des droits démocratiques des travailleurs et des peuples, la dissolution des corps répressifs...

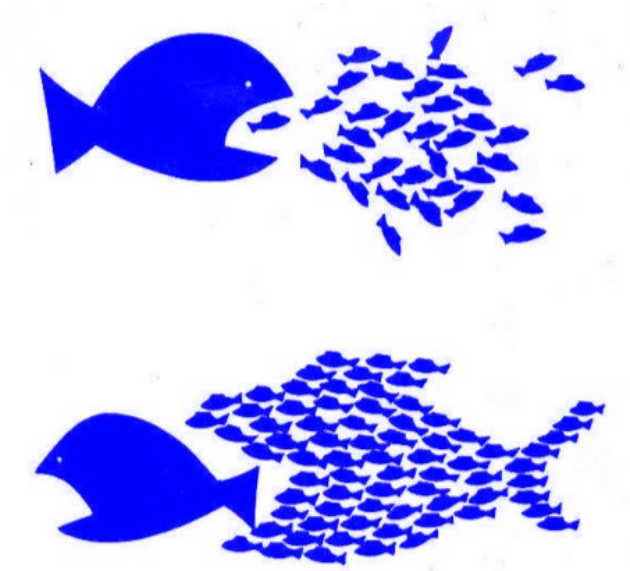
Notre praxis programmatique défendra les formes de lutte et d'organisation qui permettent le contrôle démocratique de la classe sur son propre mouvement et servent à contrecarrer l'action des organisations bourgeoises ou des complices politiques et syndicaux de celles-ci, qui trompent, divisent et paralysent constamment.

Ces formes de lutte et d'organisation sont essentiellement : le renforcement de l'organisation des luttes par des assemblées souveraines de tous les travailleurs, qui élisent des délégués révocables pour contrôler toutes les négociations et démanteler l'emprise des bureaucraties syndicales réactionnaires ; les comités d'usine unitaires qui exercent le contrôle ouvrier ; la coordination internationale des luttes ; le soutien aux initiatives collectivistes, etc.

En résumé, nous sommes déterminés à construire une nouvelle organisation révolutionnaire dans laquelle l'unité de la théorie et de la pratique nous permettra d'élaborer un programme d'action national et international.

Groupons-nous et, demain, l'internationale sera le genre humain !

22 février 2018
Círculo Colectivista Internacionalista
Cercle Collectivista Internacionalista
Internazionalista Kolektibista Zirkulua



CoReP
Contribution sur la plateforme de l'IKC/Espagne
23 mai

Chers camarades

Pour votre réunion des 16 et 17 juin, nous vous communiquons quelques réflexions sur votre base programmatique que le Collectif révolution permanente n'a connu qu'après votre fondation.

Formation

> *Le débat entre égaux passe par un effort individuel de formation. (Prologue)*

La formation théorique a toujours un aspect personnel, comme le souligne la dernière phrase ; mais elle présente aussi un aspect collectif qui semble omis. En effet, l'organisation peut pousser ses sympathisants et ses membres à l'étude, organiser des réunions consacrées aux problèmes théoriques, publier des études approfondies, recenser les livres et les émissions qui concernent le mouvement ouvrier, participer à des débats...

Nous proposons :

> *Le débat entre égaux passe par un effort individuel et collectif de formation.*

Classes

> *Dans la phase impérialiste actuelle du capitalisme, les antagonismes de classe ont été simplifiés en deux camps ennemis principaux, le prolétariat et la bourgeoisie. (Thèse 1)*

Même si la polarisation des sociétés capitalistes, avant même la phase impérialiste, est entre prolétariat et bourgeoisie, cette partie ne mentionne aucune autre classe. Or, si la petite-bourgeoisie traditionnelle a certainement diminué en importance, sans avoir disparu, la petite bourgeoisie salariée a considérablement augmenté.

Par conséquent, le futur parti révolutionnaire sera confronté à d'autres classes que la bourgeoisie et le prolétariat. Il devra conclure probablement des alliances de classes, sous son hégémonie. Le noyau collectiviste actuel prépare ce moment et aussi réfute le slogan « 99 % de la population contre 1 % ». Enfin, dans la transition au socialisme, le prolétariat dominera ce qui reste de la bourgeoisie nationale (qui ne disparaitra qu'avec la bourgeoisie mondiale) et partagera dans une certaine mesure le pouvoir avec les anciennes classes intermédiaires.

Nous proposons :

> *Dans la phase impérialiste actuelle du capitalisme, les antagonismes mondiaux de classe sont polarisés en deux camps ennemis principaux, le prolétariat et la bourgeoisie. Les classes intermédiaires ne peuvent diriger la société, que ce soit la petite bourgeoisie traditionnelle en régression (celle qui reste propriétaire de ses moyens de production) ou la nouvelle petite bourgeoisie en expansion (l'encadrement hiérarchique des entreprises). En temps normal, la bourgeoisie s'appuie sur ces classes. Le prolétariat, par l'intermédiaire de son parti, doit les neutraliser ou les rallier.*

Parti

> *La classe ne peut pas faire face à une tâche aussi consciente, ni individuellement ni collectivement, sans partis ou organisations révolutionnaires. (Thèse 2)*

La déclaration affirme qu'il faut « *des organisations révolutionnaires* » et *« des partis révolutionnaires »* (au pluriel) pour la prise du pouvoir du prolétariat. C'est une perspective discutable.

Vous avez pris la responsabilité de former un nouveau groupe dans un État où il ne manque pas d'organisations, souvent plus grosses. Une telle décision n'est justifiable que par l'abandon, à des degrés divers, du programme collectiviste par les organisations existantes.

Dans un État donné, s'il y a plusieurs courants réellement révolutionnaires, leur devoir est de s'unifier pour former un seul parti révolutionnaire ; s'il y a plusieurs partis révolutionnaires, ils doivent s'unifier pour préparer la révolution, la prise du pouvoir. L'adversaire est redoutable et, face à lui, le prolétariat a besoin de clarté mais pas d'éparpillement superflu. Point n'est besoin pour rassembler les collectivistes de prétendues autocritiques, mais d'un accord programmatique sur la stratégie et d'un fonctionnement démocratique (comme le deuxième paragraphe l'affirme).

Si des organisations qui se réclament aussi de la révolution prolétarienne refusent de s'unifier avec le noyau communiste et internationaliste, malgré les propositions (de discussion, d'activité commune, de fusion), c'est qu'elles préfèrent concéder d'une manière ou d'une autre à d'autres classes (en général, par l'adaptation aux bureaucraties réformistes ou au nationalisme bourgeois) ou qu'elles ne sont que des sectes.

Nous proposons :

> *La classe ne peut pas faire face à une tâche aussi consciente, ni individuellement ni collectivement, sans un parti révolutionnaire.*

Communisme

> *La perspective générale de la société future que nous voulons construire : un socialisme basé sur la démocratie ouvrière, sur des conseils ouvriers élus et révocables à tout moment. (Thèse 3)*

Le mode de production socialiste-communiste réclame d'instaurer de nouveaux rapports de production (les producteurs associés, la planification), ainsi qu'un niveau élevé des forces productives (ce que ne mentionne pas la résolution).

Les rapports de production ne reposent plus sur le prolétariat ni sur une « démocratie ouvrière » car le prolétariat aura disparu et sa démocratie avec.

Le pouvoir du prolétariat et la démocratie ouvrière ont un sens lors de la transition, quand le monde reste largement capitaliste et que les forces productives sont encore insuffisantes. La marche au socialisme (ce que la résolution appelle « collectivisme » dans la thèse 6) peut commencer dans un pays (y compris un pays petit ou arriéré) par la « prise du pouvoir par le prolétariat » (thèse 2). L'humanité ne saura faire disparaître les classes (et tout État) sans l'extension internationale de la révolution ainsi qu'un développement supplémentaire des forces productives.

Nous proposons :

> *La perspective générale de la société future que nous voulons construire : le socialisme basé sur l'association libre des producteurs et un niveau élevé des forces productives.*

Unité

> *La démocratie des conseils ouvriers... devra être dotée des libertés d'expression, de critique, de tendances, de partis, etc., pour le prolétariat, tout en maintenant l'unité d'action de toutes ses composantes indispensable sur le plan économique et dans la lutte contre les classes ennemies. Nous nous réclamons principalement des expériences historiques de la Commune de Paris (1871), du pouvoir des soviets de la Révolution russe (1917) et du pouvoir des comités de la situation révolutionnaire dans l'État espagnol (1936). (Thèse 4)*

Il ne faut pas confondre l'unité du prolétariat et l'unité des différentes organisations qui le structurent et le divisent. *« L'unité d'action entre les parties de la classe ouvrière »*, présentée comme un principe, comme une stratégie, présente le risque de désorienter et même de paralyser la classe ouvrière.

Par ailleurs, l'admiration légitime pour ce qu'ont accompli le prolétariat et d'autres classes exploitées en Espagne en 1936 ne doit pas conduire à la confondre avec la Commune de 1871 ni le pouvoir soviétique d'octobre 1917.

À l'époque impérialiste, la division du mouvement ouvrier (« réformistes » et chauvins / révolutionnaires et internationalistes / centristes et intermédiaires) provient avant tout de la conquête par la classe dominante des appareils du mouvement ouvrier, de leur transformation en

bureaucraties. Ce sont ces agents de la bourgeoisie qui fracturent la classe ouvrière. La dialectique du combat pour l'unité de la classe ouvrière et de la rupture avec la bourgeoisie implique la fusion des révolutionnaires, des tactiques d'unité avec les directions traîtresses (le front unique ouvrier), la formation de conseils incluant toutes les tendances, le combat stratégique pour détruire l'influence des bureaucraties, des traîtres.

Le « régime de démocratie ouvrière » (thèse 6) s'est borné à une seule ville en 1871, ce qui le condamnait. Quant à la révolution russe de 1917, elle n'a pas montré une « unité d'action » spontanée et continue pour « se défendre contre les classes ennemies ». Au compte de la bourgeoisie russe, certains partis implantés chez les ouvriers, les paysans et les soldats, d'abord majoritaires dans les soviets, ont voulu en permanence continuer la guerre, préserver la propriété privée, empêcher la « prise du pouvoir » (thèse 2). Ils y seraient parvenus si un autre parti (issu lui aussi de l'Internationale ouvrière) ne s'était pas opposé aux autres partis. Sans cette lutte acharnée, la Révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu, le prolétariat n'aurait pas pris le pouvoir, il n'y aurait existé aucun régime de démocratie ouvrière.

En Allemagne en 1918-1919, en Hongrie en 1919, en Espagne en 1936-37, au Chili en 1971-1973, au Portugal en 1974-75, le prolétariat n'a pas « pris le pouvoir » (thèse 2) parce qu'il n'existait pas de parti aguerri et implanté de ce type et que les partis ouvriers bourgeois ont trahi.

La résolution ne dit rien des fronts populaires. En 1936, tous les grands partis et syndicats étaient unis dans le front populaire avec le principal parti de la bourgeoisie en France (SFIO, PC et CGT) et avec les débris politiques de la bourgeoisie espagnole et catalane en Espagne (PSOE, UGT, PC-PSUC, CNT) contre la révolution. La GR de la SFIO et même le POUM soutinrent le front populaire et contribuèrent ainsi à la défaite de la révolution.

> *La démocratie des conseils ouvriers que nous avons comme projet de société devra reposer sur un régime interne véritablement démocratique. Elle devra être dotée des libertés d'expression, de critique, de tendances, de partis, etc., pour le prolétariat et les autres travailleurs. L'unité d'action de toutes ses composantes, indispensable sur le plan économique et dans la lutte contre les classes ennemies, ainsi que la survie des conseils s'opposent à la politique de front populaire et de division menée par les bureaucraties syndicales et politiques « réformistes ». Sans prise du pouvoir à l'échelle nationale, les conseils d'ouvriers et de soldats de la révolution allemande (1918), les comités révolutionnaires de la révolution espagnole (1936) et les comités de la révolution portugaise (1974) furent supprimés par la contre-révolution.*

Immigrés

> *Notre internationalisme nous encourage à intégrer à notre programme la défense d'une langue internationale neutre (actuellement, l'espéranto) et la renforcer dans tous les groupements locaux, nationaux et internationaux. (Thèse 7)*

Il n'y a aucune mention des migrants ni des réfugiés dans le texte de fondation, alors que c'est un aspect important de la lutte des classes dans l'État espagnol.

Par ailleurs, les adversaires du collectivisme et de l'internationalisme au sein des masses ne sont jamais identifiés.

Nous proposons :

> *Notre internationalisme nous pousse à défendre les réfugiés politiques et les travailleurs ou étudiants immigrants, à affronter les sociaux-impérialistes (PSOE, chefs de l'UGT, chefs des CCOO, PCE...) et les nationalistes bourgeois (CDC, ERC, EAJ-PNV...), à intégrer à notre programme la défense d'une langue internationale neutre (actuellement, l'espéranto) et la renforcer dans tous les groupements locaux, nationaux et internationaux.*

Nation

> *Les nations sont un produit de l'évolution historique. Dans le capitalisme, elles ont été la base de la création d'États, entités du pouvoir de la classe capitaliste autochtone. Ces États ont opprimé et oppriment les nations soumises ou voisines. La lutte contre cette oppression pose un grave problème aux prolétariats de la nation dominante comme de l'opprimée, parce qu'elle peut les opposer et les diviser. La lutte contre l'oppression nationale doit donc être soigneusement inscrite dans une approche générale d'internationalisme prolétarien et d'indépendance de classe à l'égard des deux bourgeoisies. (Thèse 8)*

La nation ne peut être définie objectivement. C'est une idéologie avec des effets matériels importants, comme la religion des modes de production précapitalistes. Le nationalisme nait avec le capitalisme et est inséparable de l'État. C'est l'État bourgeois qui crée le mythe de la Nation.

Nous proposons :

> *Les nations sont un produit de l'évolution historique. Les bourgeoisies ont créé, à partir de leur religion, de leur ethnie, de leur langue, le mythe de l'unité sociale sur le territoire d'un État. Ces États ont opprimé les colonies et en leur sein*

des minorités. Une fraction des bourgeoisies des peuples dominés aspire son propre État bourgeois. De son côté, le prolétariat s'oppose à toute oppression. La lutte contre cette oppression pose un grave problème aux prolétariats de la nation dominante comme de l'opprimée, parce qu'elle peut les opposer et les diviser. La lutte contre l'oppression doit donc être soigneusement inscrite dans une approche générale d'internationalisme prolétarien et d'indépendance de classe à l'égard des deux bourgeoisies.

Bureaucraties

L'indépendance de classe a comme complément obligé la défense de l'indépendance de toutes les organisations ouvrières vis-à-vis de l'État ou de toute entité liée aux intérêts du capital, notamment les institutions religieuses. Dans le cas contraire, le mouvement est intégré à l'État bourgeois. Par l'intermédiaire de ses cadres, de son financement, de son idéologie elle-même, etc., la bourgeoisie récupère le mouvement et annihile sa capacité à lutter. Ce principe de base a été historiquement vérifié de nombreuses fois. (Thèse 9)

Nous proposons :

L'indépendance de classe a comme complément obligé la défense de l'indépendance de toutes les organisations ouvrières vis-à-vis de l'État ou de toute entité liée aux intérêts du capital, notamment les institutions religieuses. Dans le cas contraire, le mouvement tend à s'intégrer à l'État bourgeois. Par l'intermédiaire des permanents syndicaux, des ministres, des députés, des maires, du financement, de l'idéologie dominante, la bourgeoisie intègre les appareils du mouvement ouvrier et sabote sa lutte. Lors des crises révolutionnaires, les bureaucraties défendent l'État bourgeois, calomnient les collectivistes et les répriment. Ce principe de base a été historiquement vérifié de nombreuses fois.

Programme

Les grands axes de ces propositions incluront : la répartition du travail par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, jusqu'à la disparition du chômage ; l'expropriation sous contrôle ouvrier des éléments stratégiques du fonctionnement de l'économie capitaliste ; la suppression de toute législation répressive et de limitation des droits démocratiques des travailleurs et des peuples, la dissolution des corps répressifs... (Thèse 10)

Le programme esquissé peut être précisé sur deux points : les organes de luttes s'ils ne renversent pas le pouvoir de la bourgeoisie, disparaissent ; une des plus grandes leçons qu'ait données la révolution des ouvriers et des paysans espagnols de 1936 (dont se réclame l'IKC, thèse 4) est l'armement résolu du peuple. Cela doit être un axe de la propagande et de l'agitation des collectivistes dans l'État espagnol.

Nous proposons :

Les grands axes de ces propositions incluront : la répartition du travail par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, jusqu'à la disparition du chômage ; l'expropriation sous contrôle ouvrier des éléments stratégiques du fonctionnement de l'économie capitaliste ; la suppression de toute législation répressive et de limitation des droits démocratiques des travailleurs et des peuples, l'autodéfense des travailleurs et des opprimés, la dissolution des corps répressifs de l'État bourgeois, la prise du pouvoir par les conseils ou comités...

Avec notre salut internationaliste,

23 mai 2018
Bureau international du CoReP

Note

L'IKC a amendé sa plateforme lors de sa réunion plénière du 11 mai 2019 :
https://www.ikcirklo.org/es/presentacio/
https://groupemarxiste.info/2019/05/11/ikc-declaration-de-fondation/

Le Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente) a réédité en 2016 la brochure de 1939 du Parti ouvrier internationaliste (section française de la 4e Internationale) sur la révolution espagnole de 1936-1937.

CoReP/Canada

Québec Solidaire, un piège pour la classe ouvrière

22 février

Le parti Québec Solidaire (QS) qui résulte de la fusion, voici douze ans, de sociaux-démocrates, de staliniens et de nationalistes petits-bourgeois suscite un certain engouement dans une frange de la petite bourgeoise et même de la classe ouvrière québécoises. Par exemple, il a obtenu 7,6 % des voix au Québec lors des élections d'avril 2014.

Ce succès lui a rallié la plupart des courants prétendument trotskystes qui cherchent éperdument un substitut à la classe ouvrière et à la difficile construction de son parti mondial de la révolution socialiste :

- Gauche Socialiste (rattachée au secrétariat unifié de la « 4e Internationale » constitué en 1963 par Mandel, Hansen et Moreno),
- Socialisme International (rattaché à la Tendance Socialiste Internationale fondée par Cliff dans les années 1990),
- Alternative Socialiste (rattachée au Comité pour une Internationale Ouvrière fondé en 1973 par Grant),
- La Riposte Socialiste (rattachée à la Tendance Marxiste Internationale fondée en 2006 par Grant).

Ils ont été autorisés, comme les défenseurs des droits des animaux, à former des « collectifs » à l'intérieur du parti.

QS se présente comme une alternative aux partis de la bourgeoisie au Québec, c'est-à-dire le Parti Libéral, le Parti Québécois et la Coalition Avenir Québec. Mais est-ce vraiment le cas ? C'est ce que nous allons examiner.

Québec Solidaire se situe sur les plans idéologique et programmatique dans le courant de la « nouvelle gauche post-soviétique », qui ne se réclame pas du socialisme et qui craint comme la peste d'être associée non seulement au stalinisme et à l'ancien État ouvrier dégénéré mais à tout ce qui évoquerait le bolchevisme, les soviets et la révolution russe, c'est-à-dire le seul cas de prise de pouvoir par la classe ouvrière à l'échelle de tout un pays.

« Humaniser » l'exploitation ?

Le capitalisme est caractérisé par le fait que l'égalité juridique est une fiction tant que la majorité des humains est obligée de vendre sa force de travail à une minorité qui détient les moyens de production. Or, le programme économique de QS prétend « humaniser le travail » (p. 15), « rééquilibrer » la relation « entre employés et employeurs » (p. 18), sans remettre en cause le fait qu'il y ait des « employeurs » et des « employés ».

> *Pour faire contrepoids à cette domination patronale, il est essentiel de revoir et d'étendre les droits syndicaux des salarié-es.* (QS, *Pour une économie solidaire, écologique et démocratique,* novembre 2009–mai 2016, p. 18)

La hausse du salaire minimum à 15$/heure est endossée par QS [voir *Avant-Garde* n° 1]. Mais QS pérennise l'exploitation capitaliste.

Certes, le plein emploi fait partie des objectifs affichés par de QS, mais le Parti Libéral, le Parti Québécois, le Parti Conservateur ne sont pas non plus avares de promesses sur l'emploi. QS se distingue des partis bourgeois en avançant le moyen la réduction de la semaine de travail à 35 heures et ensuite 32 heures sans perte de salaire. Au Canada comme ailleurs, la classe ouvrière a en effet lutté, dès son apparition, pour limiter le temps de travail.

> *L'un des enjeux principaux des batailles livrées par les premiers syndicats canadiens est la réduction de la journée de travail. En 1833, le syndicat des charpentiers de Montréal mène une bataille victorieuse pour la diminution du nombre d'heures de 12 à 10.* (Louis Gill, *L'Économie capitaliste,* t. 1, 1976, ch. 4)

Reste que ce genre de promesse électorale est généralement oublié quand le parti « progressiste », comme se qualifie QS, accède du pouvoir, seul ou en coalition.

Et il n'y a aucune raison, du point de vue de la classe ouvrière, de limiter à 35 heures a priori.

Le plein emploi est une revendication complètement utopique et irréalisable dans le cadre du système capitaliste. En effet, le capitalisme engendre une réserve permanente de chômeurs et de chômeuses qui sert à exercer une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail.

> *L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital.* (Marx, *Le Capital,* I, 1867, ch. 23)

L'armée de réserve constitue avant tout un phénomène mondial. La majorité des chômeurs se trouve dans les pays dominés. Pourtant, même dans un pays impérialiste comme le Canada, malgré la reprise en cours, plus de 1,1 million de travailleurs (5,8 % de la population active) sont officiellement au chômage.

D'où la revendication transitoire de l'échelle mobile des heures de travail jusqu'à disparition du chômage comme le posait correctement le programme de transition adopté par la Quatrième Internationale en 1938. Elle pose le problème du renversement de la bourgeoisie et de la formation d'un gouvernement ouvrier.

Certes, QS défend les libertés démocratiques, accepte les réfugiés (qui devront apprendre le français), met de l'avant les luttes féministes ou LGBT et veut, dit-il, préserver l'environnement. Toutes ces choses sont louables mais c'est aussi le cas des Grünen d'Allemagne ou d'EELV de France dont la participation aux gouvernements n'a pas changé la société. Même le parti bourgeois au pouvoir au Canada est capable de concessions dans ce domaine.

> *Nous veillerons à ce que les droits des personnes transgenres soient reconnus en tant que droits de la personne et soient pleinement protégés.* (Parti Libéral, *Plateforme Changer ensemble,* juin 2015)

Les communistes internationalistes défendent les droits des femmes et des minorités, mais à travers la centralité de la classe ouvrière et non dans une perspective communautariste. Sans révolution sociale, le progrès est lent, incomplet et fragile. Rappelons que la révolution d'Octobre a plus fait pour l'émancipation des femmes et pour la dépénalisation de l'homosexualité que tous les libéraux (« progressistes », dirait QS) bourgeois et petits-bourgeois, malgré l'arriération économique et culturelle de la Russie.

Maintenir « l'économie privée » ?

Vous ne trouverez aucune référence au socialisme et à l'économie planifiée dans le programme de QS. Il est question d'économie participative, sans vraiment spécifier ce que ce terme vague et ambigu signifie réellement. On parle d'une « économie solidaire et démocratique » comme alternative aux « élites économiques » et aux vilains « ténors du néolibéralisme », terme à la mode chez les intellectuels petits-bourgeois et les partis « réformistes » qui ne veulent pas remettre en question le système capitaliste à sa racine (la propriété privée des moyens de production, l'exploitation, la valeur).

> *Nous proposons une économie plurielle.* (QS, *Pour une économie solidaire, écologique et démocratique,* p. 5)
>
> *Québec solidaire propose de sortir du modèle économique dual (privé-public) pour adopter un modèle quadripartite : une économie sociale composée d'entreprises à finalité sociale et à but non lucratif… ; une économie domestique essentielle qui repose sur les services rendus dans la famille… ; une économie publique, étatique et paraétatique, dont le rôle social doit être revalorisé… ; une économie privée composée d'entreprises dont le but est de produire et de vendre des produits et des services.* (p. 6)

Il est proposé de construire à côté des groupes privés une économie publique forte avec la nationalisation de grandes entreprises stratégiques, de développer aussi une économie sociale avec le secteur communautaire et les coopératives et, bien sûr, de laisser une certaine place aux PME (petites et moyennes entreprises) censées être plus humaines et moins cupides que le grand capital !

Il n'est pas non plus mentionné si les nationalisations seraient effectuées avec ou sans indemnisations, ce qui n'est pas un petit détail. Les capitalistes doivent être expropriés et non dédommagés pour tous les dégâts qu'ils nous ont fait subir.

Des banques sans spéculation ?

Il n'est même pas exigé de nationaliser toutes les banques. La création d'une banque d'État est envisagée à côté des banques privées (p. 8) et en acceptant le maintien d'un marché bancaire puisque la banque de l'État serait mise en concurrence avec les banques privées.

> *Afin de concurrencer les banques privées et ainsi fournir des services de proximité et abordables pour la population, il est proposé d'instituer une banque d'État, soit par la création d'une nouvelle institution, soit par la nationalisation partielle du système bancaire.* (QS, *Pour une économie solidaire, écologique et démocratique,* p. 8)

L'aspect le plus absurde est la prétention de QS d'interdire aux banques privées toute spéculation.

> *Réglementer le système banquier afin que la spéculation, notamment sur les devises, soit interdite.* (p. 8)

En même temps, QS réclame la *« maîtrise de sa politique monétaire »* (*Un pays démocratique et pluriel*, p. 5). Si le Québec indépendant garde le dollar canadien, la politique monétaire restera aux mains de la Bank of Canada. Sinon, la création d'une nouvelle monnaie reposant sur la seule économie québécoise au lieu de l'économie de tout le Canada augmentera les incertitudes de change et donc la spéculation sur les devises.

Même si les banques privées étaient interdites de spéculer sur les devises, cela ne mettrait pas fin à la spéculation sur les marchés de change où interviennent d'autres sociétés financières (dont les fonds spéculatifs ou hedge funds) et nombre de multinationales. Même les groupes capitalistes du commerce et de l'industrie spéculent, c'est-à-dire tentent de gagner plus d'argent en pariant sur la hausse (ou la baisse) d'un actif sur un marché qu'ils connaissent, voire influencent. Même les banques

étatisées spéculent. Si une banque est privée, elle vise le profit. Si elle vise le profit, comment peut-elle perdre une occasion d'en faire sur les taux de change des devises, le cours des matières premières, le rendement des obligations, le cours des actions ou les multiples produits financiers dérivés ? Une banque québécoise devra-t-elle refuser de créer tout produit financier dérivé si une entreprise non financière lui demande, pour éviter le risque de change, un contrat à terme sur devise ou une option sur devise ?

Quel expert de QS saura démêler l'intention de spéculer des autres motifs de la banque privée ? Ce genre de proposition attirait déjà des sarcasmes des communistes voici plus d'un siècle.

> *Quant aux capitaux des banques, l'auteur les divise en capitaux à placement « productif » (dans l'industrie et le commerce) et capitaux de « spéculation » (consacrés aux opérations boursières et financières), estimant, du point de vue réformiste petit-bourgeois qui lui est propre qu'on peut en régime capitaliste distinguer entre ces deux genres de placements et éliminer le dernier.* (Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, ch. 3)

On ne peut pas plus prendre au sérieux un parti dont le programme est de priver les banques de toute spéculation que quelqu'un qui voudrait obliger les lions à se nourrir de légumes.

Des « biens communs » coexistant avec le grand capital ?

De même, QS prône l'harmonie entre les classes sociales au nom du « bien commun ». On croirait lire la doctrine sociale de l'Église catholique qui a été très présente dans l'histoire du Québec au siècle dernier, étant donné notre passé clérical. L'influence du catholicisme social se fait sentir dans les groupes communautaires, dont QS est proche idéologiquement, car ceux-ci font appel à la « compassion » des gouvernants envers les gouvernés et ils reçoivent des subventions de l'Église catholique. Le « bien commun » est la tarte à la crème de tous les néo-réformistes, de ceux qui sont allés au gouvernement dans le cadre du capitalisme comme Syriza en Grèce et le PRC en Italie en passant par ceux qui font encore illusion comme Podemos en Espagne ou le NPA et LFI en France, mais il a rarement été employé dans un sens aussi vague.

> *Le bien commun réside dans la sécurité économique de chaque personne… Le bien commun réside aussi dans la production et le partage collectifs de la richesse.* (QS, *Pour une économie solidaire, écologique et démocratique*, p. 5)

Quand il lui arrive, une seule fois, d'être plus précis, c'est pour adopter une variante de l'économie dominante (Ostrom, Rifkin, Bauwens…) selon laquelle il y aurait des biens dont la nature est d'être légitimement appropriés, privés, transformés en capital, à côté d'autres de nature différente, comme l'eau.

> *L'eau douce, qu'elle soit de surface ou souterraine, doit être considérée comme un bien commun non-marchand accessible à tous.* (QS, *Pour une économie solidaire, écologique et démocratique*, p. 13)

Pourquoi se limiter à l'eau ? Et quels sont les biens qui doivent rester privatifs, marchands ? Pour notre part, nous pensons que toutes les ressources naturelles et les principaux moyens de production que l'humanité a créés relèvent de la collectivisation et de la socialisation.

> *La Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé.* (Marx, *La Guerre civile en France*, 1871, ch. 3)

Il y a trois références également à l'autogestion (p. 5, p. 7) alors que ce concept a tout été dénaturé que celui de socialisme par la bourgeoisie algérienne naissante sous la direction de Ben Bella et par la bureaucratie yougoslave sous le règne de Tito. En fait, la « démocratie participative » sera, au mieux, la « cogestion » allemande, scandinave ou étasunienne où les bureaucrates syndicaux corrompus sont les partenaires mineurs du grand capital.

> *La population sera appelée en permanence à débattre et décider des enjeux qui la concernent et ce, à tous les niveaux, de l'entreprise à l'État, du quartier à la région.* (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, novembre 2009–mai 2016, p. 10)

Si les travailleurs ne dirigent pas eux-mêmes le pays et n'ont pas pris leur pouvoir après avoir détruit l'État

bourgeois, l'autogestion devient un leurre et même les divise entre eux. En effet, il est parfaitement illusoire de parler de gestion d'entreprises par les travailleurs et les travailleuses, alors qu'ils restent désarmés et dépossédé-es du contrôle de l'ensemble de l'économie et que l'État bourgeois perdure.

Comme l'ont montré la révolution russe de 1917, la révolution allemande de 1918, la révolution espagnole de 1936 et la révolution portugaise de 1974, les initiatives des exploités, le contrôle de l'usine, l'expropriation des terres… soit débouchent sur la prise du pouvoir par les exploités pour les garantir, soit sont combattues pied à pied par les exploiteurs puis annihilées par l'appareil répressif de l'État.

> *Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut des changements sociaux généraux, changements dans les conditions générales de la société qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société - le pouvoir d'État arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes.* (Marx, *Instructions pour les délégués du conseil central de l'AIT*, septembre 1866, point 5)

La division accentuée du prolétariat

Sur le plan de la question nationale, le programme politique de QS prône l'indépendance du Québec et la mise en place d'une assemblée constituante pour favoriser le processus d'accession à l'indépendance et la réalisation de la souveraineté dite populaire. Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur consciente ne peut croire que l'usage d'une langue, quelle qu'elle soit, est une garantie de démocratie, contrairement à ce qu'affirme sans rire QS.

> *La langue n'est pas seulement l'expression d'une culture mais aussi l'instrument d'un projet démocratique.* (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, p. 15)

La langue française a été celle de Molière, Voltaire, Hugo et Rimbaud mais aussi celle de Bossuet, Gobineau, Barrès et Céline ; celle de Robespierre, de Babeuf et de Lafargue mais aussi celle de Thiers, de Pétain et de Massu ; celle de Toussaint-Louverture mais aussi de Mobutu.

L'assemblée constituante, présentée comme « un acte démocratique par excellence » (programme politique, p. 8), est très étrange pour le Québec et le Canada, qui ne sont plus depuis longtemps des colonies, qui ont réalisé pour l'essentiel les tâches démocratiques bourgeoises et où les travailleurs des deux sexes ont obtenu depuis longtemps les libertés démocratiques dont ils ont besoin.

Le Canada est, bien sûr, officiellement une monarchie constitutionnelle dont le chef d'État est théoriquement la reine d'Angleterre. Cette dernière est représentée par un gouverneur général grassement payé aux frais de la classe ouvrière et par un lieutenant-gouverneur dans chaque province. Ce sont des résidus monarchiques qu'il faut éliminer résolument, mais l'instauration d'une république bourgeoise et l'adoption d'une nouvelle constitution ne sont pas une solution pour la classe ouvrière. Ce type de mesure ne vise qu'à replâtrer et à réaménager la démocratie bourgeoise dans un sens moins défavorable aux travailleuses et aux travailleurs . En outre, la création d'une frontière entre le Québec et le Canada risque de se révéler bien plus coûteuse pour les masses du Québec que l'entretien des parasites de la monarchie anglaise.

La stratégie d'assemblée constituante se ramène à la séparation du Québec et à la collaboration qu'implique entre les classes du nouvel État.

> *Afin de permettre au peuple québécois d'exercer sa souveraineté populaire, QS s'engage à enclencher, dès son arrivée au pouvoir, une démarche d'Assemblée constituante… Le mode de scrutin assurera la représentation proportionnelle des tendances et des différents milieux socio-économiques présents au sein de la société québécoise.* (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, p. 6)

Les travailleurs conscients du Canada sont résolument opposés à l'État bourgeois canadien et n'ont aucune raison de préconiser le maintien du fédéralisme actuel. Pour l'unité de tous les prolétaires, ils défendent le droit du Québec et des nations autochtones à l'autodétermination, jusqu'à et y compris la sécession, contre toute tentative de l'État canadien de les garder de force dans le Canada.

Pour les mêmes raisons, les travailleurs conscients ne préconisent pas, à l'encontre de QS, la séparation. QS prétend stupidement que l'indépendance économique se décide et qu'elle suit naturellement l'indépendance politique.

> *Le Québec souverain pourra refuser la domination économique.* (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, p. 5)

Mais l'indépendance politique du Québec aboutirait à un petit État supplémentaire qui resterait dans l'orbite de l'impérialisme canadien ou tomberait dans celle de l'impérialisme étatsunien ou français.

Il est question d'une « politique migratoire » parmi les attributs de la souveraineté (p. 5), ce qui revient toujours à diviser les travailleurs et à créer une couche de migrants illégaux surexploités. Pour avoir les droits politiques, les migrants légaux devront, eux, attendre au moins deux ans (p. 10).

Malgré toutes ses précautions et contorsions langagières, QS infligerait aux anglophones et aux nations autochtones l'éclatement entre deux États et leur imposerait le corset de son assemblée constituante.

> *L'Assemblé nationale invitera les nations autochtones à se joindre à cet exercice démocratique par les moyens qu'elles décideront, y compris, si c'est leur volonté, en leur accordant une place importante dans le cadre même de l'Assemblée constituante.* (QS, *Un pays démocratique et pluriel,* p. 6)

Ce qui vaut pour la « nation québécoise » ne vaut pas pour les descendants des peuples victimes de la colonisation anglaise et française puisque QS ne reconnait jamais clairement leur droit de se séparer.

> *La nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains.* (QS, *Un pays démocratique et pluriel,* p. 9)
>
> *Un processus de co-inclusion continu et réciproque fondé sur des rapports égalitaires, reconnaissant les Première nations.* (p. 15)

Pour une police bourgeoise québécoise, pour les interventions militaires de l'ONU ?

QS, nous l'avons vu, prétend que des nationalisations partielles, dans le cadre d'un petit État supplémentaire, apporteraient les plus grands bienfaits aux peuples du Québec (Français, Anglais, peuples premiers, immigrés).

D'autres parties de son programme confirment qu'il défend l'appareil répressif de l'État bourgeois, que ce soit dans la province ou à l'échelle internationale. QS écarte la revendication démocratique élémentaire de la milice, de l'armement du peuple.

> *Nous proposons l'armement universel du peuple et son instruction complète dans le maniement des armes.* (Karl Marx, *Instructions pour les délégués du conseil central de l'AIT,* septembre 1866, point 10)
>
> *Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent (république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, etc.) unissent le prolétariat, les masses laborieuses…* (Lénine, *Thèses sur la question nationale,* juin 1913, thèse 7)

Par contre, il sème des illusions sur la police bourgeoise.

> *Un gouvernement solidaire accordera une importance particulière à la promotion et à la réalisation de la mission première de la police, à savoir : protéger les personnes et l'exercice de leurs droits et libertés… qui garantira la confiance des citoyennes et citoyens à l'endroit de l'institution.* (QS, *Bâtir ensemble un Québec solidaire*, mai 2017, p. 7)

De même, si QS veut sortir de l'OTAN et bavarde sur la paix, mais il est prêt à soutenir les interventions militaires des grandes puissances, si elles sont approuvées par l'ONU.

> *Un Québec indépendant, un gouvernement solidaire… exclura la participation aux instances internationales contribuant au militarisme et à l'interventionnisme sans mandat de l'ONU.* (QS, *Bâtir ensemble un Québec solidaire*, p. 31)

Autrement dit, l'agression impérialiste dont l'armée canadienne de 1950 contre la révolution chinoise et coréenne était une intervention légitime, car approuvée par l'ONU (résolutions 83, 84). De même, l'invasion avec l'armée canadienne de l'Irak en 1990-1991 (résolutions 665, 678) et les bombardements de la Serbie en 1998-1999 avec l'armée canadienne (résolution 1199).

Un recyclage de réformisme et de nationalisme

De tout ce qui précède, la nature de QS est d'être un parti petit-bourgeois démocratique. Il est proche de La France Insoumise, un parti français bâti autour d'un chef suprême issu du Parti Socialiste, Jean-Luc Mélenchon, avec qui il entretient des relations fraternelles. Les deux partis ont en commun une ligne politique nationaliste, populiste et protectionniste, éloignée de toute perspective socialiste et internationaliste.

LFI tente de supplanter les partis sociaux-impérialistes français (PS et PCF) ; QS tente de constituer un parti ouvrier bourgeois de masse qui n'a jamais existé au Québec. En effet, le nationalisme bourgeois a, en quelque sorte, volé sa place. QS tente donc de rivaliser sur sa gauche avec le Parti Québécois (PQ). Celui-ci a montré, arrivé au gouvernement (1976-2014), son incapacité à obtenir l'indépendance et son caractère anti-ouvrier, comme les partis nationalistes CDC-PDeCat et ERC en Catalogne (1980-2003, 2010-2017).

Tout le verbiage de QS aboutit à subordonner politiquement les travailleurs francophones à la fraction québécoise des capitalistes.

> *Québec solidaire visera graduellement à construire une alliance démocratique, sociale et nationale pour regrouper l'ensemble des forces syndicales, populaires, féministes, étudiantes, écologistes et les partis souverainistes autour de la reconnaissance de la souveraineté populaire qui se concrétise par l'élection d'une Assemblée constituante.* (QS, *Un pays démocratique et pluriel,* p. 7)

Selon QS, les organisations des exploités et des opprimés doivent se ranger sous les ordres des partis d'autres classes (les souverainistes du QS petit-bourgeois et du PQ bourgeois). Elles devraient adopter un objectif qui leur est étranger (la séparation du Québec du Canada). Or, la première condition de la lutte de classe est l'indépendance de ses organisations, syndicats inclus, vis-à-vis de la bourgeoisie, de ses partis, de son État.

Le nationalisme promu par le Parti Québécois et Québec Solidaire est une source de division pour la classe ouvrière du Québec. La majorité francophone de la province ne doit pas succomber aux sirènes chauvines du séparatisme. La classe ouvrière canadienne-anglaise, de son côté, doit combattre résolument le chauvinisme anglo-canadien et l'État fédéral canadien. Nous sommes bien loin des bavardages creux de QS sur l'assemblée constituante et des avantages illusoires que procurerait l'indépendance !

QS fait passer l'État comme neutre, au-dessus des intérêts de classe. On peut mesurer sur ce sujet comme tous les autres la profondeur des illusions de QS envers l'État bourgeois, qui pourrait devenir, à condition qu'il soit « québécois », un instrument pour défendre la classe ouvrière et les opprimés.

Sa stratégie politique est purement et platement électoraliste avec le slogan creux « parti de la rue et des urnes », mais en fait surtout parti des urnes. Même s'il se présente à l'occasion comme le parti des travailleurs et des travailleuses du Québec, QS n'a strictement rien à voir avec la défense des intérêts prolétariens. Il sert la bourgeoisie.

Les marxistes internationalistes sont pour une lutte de classe unifiée à travers tout le Canada contre la bourgeoisie impérialiste canadienne et pour y arriver nous travaillons à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire pancanadien et multinational.

La solution ultime aux problèmes nationaux réside en la création d'une fédération socialiste nord-américaine avec la reconnaissance pleine et entière des différentes nations qui la composeront, dont le Québec et les Premières Nations. Une telle fédération permettra l'épanouissement de la langue française et de la culture québécoise.

Il n'y a pas de substitut à la création d'un parti prolétarien révolutionnaire et internationaliste au Québec et dans tout le Canada, en tant que section d'une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme. Ce qui n'exclut pas des tactiques de front unique ouvrier sur des questions ponctuelles, mais en maintenant fermement les positions programmatiques et de principes.

> *Le prolétariat ne peut donner son soutien à aucune consécration du nationalisme; au contraire, il soutient tout ce qui aide à effacer les distinctions nationales et à faire tomber les barrières nationales, tout ce qui rend la liaison entre nationalités de plus en plus étroite, tout ce qui mène à la fusion des nations. Agir autrement, c'est se ranger aux côtés de la petite bourgeoisie nationaliste réactionnaire.* (Lénine, *Notes critiques sur la question nationale*, décembre 1913, ch. 4)

30 avril 2018
Philippe Valois

CoReP
Lettre à la TML/Brésil
12 mars

Chers camarades,

Le 18 février, nous vous avons demandé si vous vouliez ratifier ou modifier la résolution sur l'Iran [voir ci-dessus p. 3], si le blog de la TML pouvait indiquer un lien avec les pages en portugais du site du CoReP et si vous étiez d'accord pour que nous organisions ensemble une réunion au Brésil avec des membres du bureau international du CoReP et des représentants de l'IKC/Espagne.

La résolution sur l'Iran comporte un bilan d'un événement historique, la première fois que l'islamisme a mené directement une contre-révolution.

Nous n'avons pas eu de réponse. Par contre, nous avons remarqué que votre blog a publié plusieurs articles de la LBI/Brésil que vous avez approuvés, dont l'un est intitulé *Urgent : appui militaire inconditionnel au régime syrien*.

Cette position récente s'oppose à la résolution sur la Syrie que vous aviez signée avec le CoReP le 18 décembre 2016 :

> *On trouve des « révolutionnaires » comme SF/Grande-Bretagne et son CLQI, le site américain WSWS et sa « 4e Internationale » qui défendent le régime syrien au nom d'un « front uni anti-impérialiste » avec le tortionnaire de masse Assad et ses soutiens réactionnaires (l'Iran islamiste et la Russie impérialiste).*

Nous aimerions connaître les arguments qui vous ont conduit à changer de position et en discuter avec vous, d'autant que, encore en octobre 2017, vous considériez qu'un des points d'accord pour justifier votre récente et infructueuse fusion avec la LPS/Brésil était le suivant :

> *La défense de la théorie de la révolution permanente, le rejet du « Front unique anti-impérialiste », conçu comme un front populaire de conciliation ou de collaboration avec la bourgeoisie.*

Avec notre salut internationaliste,

Bureau international du CoReP

CoReP
Lettre à la FT-VP/Brésil
12 octobre

Il y a un débat au sein du CoReP pour savoir si le ticket Fernando Haddad (PT) et Manuela d'Ávila (PCdoB) est une candidature de type front populaire à cause de la coalition formée avec le parti bourgeois PROS.

Personnellement, quoique j'approuve votre consigne de vote du 4 octobre pour leur candidature [en portugais sur le site de la FT-VP, en français sur le site du GMI], je trouve que l'expression *« infliger une défaite aux fascistes et aux putschistes dans les urnes »* est fausse. La force de la bourgeoisie en général et des partis fascistes en particulier ne provient pas des bulletins de vote : voir les écrits de Trotsky sur le fascisme en Allemagne (8 décembre 1931, 27 janvier 1932, 13 septembre 1932…).

Il manque la mention de la trahison du PT qui explique la capacité de la réaction à destituer Rousseff. En outre, le parallèle tracé entre la relation de Bolsonaro à la bourgeoisie et de Haddad à la classe ouvrière est douteux.

Le PT est issu de la classe ouvrière, mais sa politique n'a jamais été ouvrière et ne l'est toujours pas. Les politiques de Bolsonaro et de Haddad sont certes différentes (et c'est très important) mais elles sont toutes deux bourgeoises : voir les écrits de Lénine sur le Labour Party de Grande-Bretagne (16 octobre 1908, 6 août 1920). Le PT a, involontairement, préparé le coup [la destitution de la présidente élue Rousseff du PT en 2016] et s'est révélé impuissant face au coup (jusqu'à accepter l'emprisonnement de Lula). Il faut un parti ouvrier révolutionnaire.

Valentina C.

CoReP
Lettre aux militants de la TML/Brésil
1er décembre

Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat est l'internationale. (Rosa Luxemburg, *Thèses,* février 1916)

Chers camarades,

Pendant des années, la TML et le Collectif révolution permanente ont collaboré en dépit des problèmes de langue (moins graves que ceux rencontrés avec PD de Turquie, aujourd'hui groupe sympathisant du CoReP). Le bureau international du CoReP a souvent proposé une réunion au Brésil ou en Europe, sans réponse favorable.

Il y a quelques mois, le blog de la TML a établi des liens avec les sites du CoReP (et celui de l'IKC d'Espagne , un autre groupe sympathisant du CoReP).

En juillet, le camarade J. a annoncé son voyage en Europe.

Le 11 novembre, la TML a approuvé la résolution sur le Brésil. La FT-VP/Brésil l'a également signé. Le 17 novembre, J. (avec une sympathisante de la TML) a participé à l'Université rouge du GMI sur la fondation de la Quatrième Internationale.

Le 18 novembre, le camarade J. a participé à la réunion internationale du CoReP.

- En premier lieu, nous avons longuement abordé la situation politique mondiale en incorporant celle du Brésil, sans que J. exprime le moindre désaccord.
- Puis, à la grande joie de tous les participants, J. a demandé l'intégration de la TML au COREP.
- Pour cela, il s'est engagé à traduire en portugais la déclaration Brésil et la plate-forme CoReP, à convoquer une réunion nationale de la TML afin de ratifier démocratiquement votre adhésion, à inviter une délégation du CoReP et de l'IKC à cette conférence afin de mieux faire connaissance (exactement comme cela avait été fait précédemment entre PD/Turquie et le CoReP).
- En attendant, nous nous sommes mis d'accord sur l'intégration immédiate d'un membre de votre organisation au bureau du CoReP en tant qu'observateur, avec droit d'information et de parole (mais sans droit de vote, exactement comme avec la représentation d'IKC depuis plusieurs mois).

En dehors de la question de l'intégration de la TML au CoReP, un membre du bureau a suggéré à l'IKC et à la TML de publier régulièrement leur organe de presse afin de le vendre aux travailleurs de leur pays (la méthode du groupe Iskra pour reconstruire le POSDR/Russie en 1902-1903, la consigne de la direction de la IVe Internationale à ses sections de 1929 à 1940).

Le 20 novembre, sans en informer les membres du bureau, J. écrivit à la FT-VP un courriel qui sembla incroyable aux autres participants à la réunion du 18 :

La TML se retire du CoReP.

Depuis, sans aucune divergence politique et sans un mot de la Coordination nationale de la TML au CoReP, le blog de la TLM a supprimé les liens avec les sites du CoReP et a annoncé :

La TML annonce son départ en tant que sympathisante du Collectif révolution permanente, notre adhésion ayant été refusée.

Militants et sympathisants de la TML, si vous pensez que le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat se trouve dans l'internationale, vous devez discuter avec vos camarades des autres pays pour vous guider correctement dans une situation difficile, condamner publiquement cette accusation publique, revenir sur cette décision irresponsable, reconduire la relation du CoReP avec l'ensemble ou une partie de votre groupe.

Salut bolcheviks.

Bureau international du CoReP

RÉVOLUTION PERMANENTE

Résolutions de 2018

Résolution sur les protestations en Iran 3
Adresse du 8 mars aux femmes travailleuses 8
Communiqué contre le massacre des manifestants palestiniens 9
Adresse internationale du 1er mai 12
Déclaration en défense des migrants 14
Communiqués pour la libération de Kadir Çinar 16
Résolution sur la guerre économique
et les menaces militaires envers l'Iran 18
Communiqué pour la libération de Shen Mengyu 25
Résolution sur le Brésil après l'élection de Bolsonaro 26

Débats en 2018

Lettre du GMI (CoReP) au GLC (LIS) 28
Plateforme de fondation de l'IKC/Espagne 33
Contribution sur la plateforme de l'IKC 36
Québec solidaire, un piège pour la classe ouvrière 40
Lettres à la FT-VP/Brésil et à la TML/Brésil 45

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme… (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1850, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4e Internationale de 1933 à 1940.

Supplément à *Révolution communiste* n° 36.

Site du collectif en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, portugais, turc :

www.revolucionpermanente.com